



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent des ressources naturelles

RNNR • NUMÉRO 006 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 6 juin 2006

Président

M. Lee Richardson

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent des ressources naturelles

Le mardi 6 juin 2006

•(1105)

[Traduction]

Le président (M. Lee Richardson (Calgary-Centre, PCC)): Comme nous avons amplement le quorum, je vais donc tout de suite entrer dans le vif du sujet. Il s'agit de notre sixième réunion que nous tenons le 6-6 du 06 comme vient de me le rappeler le greffier. De toute façon, comme je ne suis pas superstitieux, cela ne m'inquiète pas du tout.

Nous accueillons le Groupe pour un dialogue sur l'énergie que nous aurions dû rencontrer à Calgary, mais cela ne s'est malheureusement pas fait. Je suis heureux que vous ayez tous pu venir à Ottawa.

Il est prévu de vous laisser commencer. Est-ce qu'on vous en a parlé? Nous avons prévu 10 minutes pour chacun, mais vous pouvez vous répartir ce temps entre vous comme vous le désirez, selon la présentation que vous voulez faire.

Je vous invite à commencer sans plus attendre.

Hans, c'est vous qui allez débiter?

M. Hans Konow (président, Président-directeur général, Association canadienne de l'électricité, Le Groupe pour un dialogue sur l'énergie): Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Hans Konow et je suis président et président-directeur général de l'Association canadienne de l'électricité et, pour cette année, je suis également président du Groupe pour un dialogue sur l'énergie, raison pour laquelle je suis devant vous.

[Français]

Merci de votre invitation. Je vais vous présenter tous mes collègues.

[Traduction]

Je suis accompagné de David MacInnis, de l'ACPPE, l'Association canadienne des producteurs pétroliers; de Brian Maynard, de l'ACPP, l'Association canadienne des producteurs de pétrole; de Robert Hornung, de l'Association canadienne de l'énergie éolienne; et de Murray Elston, de l'Association nucléaire canadienne.

Nous constituons essentiellement à nous tous le comité directeur du Groupe pour un dialogue sur l'énergie qui représente quelque 19 associations ayant décidé de se regrouper pour tenir un dialogue sur les questions de l'énergie et établir des liens entre elles à cet égard.

Sur ce, monsieur le président, voulez-vous que je débute ma présentation? Nous avons convenu de fonctionner ainsi —

Le président: [Note de la rédaction — Inaudible] ... après quoi nous passerons aux questions à la fin de vos remarques liminaires.

M. Hans Konow: Je crois que les députés ont une copie de nos diapositives. Je vais rapidement passer au travers de cette présentation pour essayer de respecter les 30 minutes qui nous sont

accordées pour cela, après quoi nous nous mettrons à votre disposition pour répondre à vos questions.

À la page 2, vous trouverez une liste des membres du Groupe pour un dialogue sur l'énergie. Comme le précise cette diapositive, nous nous cherchons essentiellement à favoriser un débat plus large sur la politique énergétique avec l'ensemble des intervenants. Nous tenons aussi des rencontres annuelles avec le Conseil des ministres de l'énergie.

Plus fondamentalement, le Groupe pour un dialogue sur l'énergie a été créé pour favoriser l'équilibre du système énergétique canadien. Nous estimons qu'il faut trouver pour le Canada des moyens plus efficaces d'assurer la mise en valeur de ses ressources énergétiques, de renouveler et d'étendre son infrastructure d'acheminement et de mettre au point de meilleurs services énergétiques. Nous sommes conscients de devoir réagir à la hausse des prix à laquelle nous sommes tous confrontés dans le domaine de l'énergie en maximisant nos choix, en améliorant plus rapidement l'efficacité énergétique et en protégeant les consommateurs les plus vulnérables.

Les Canadiens et leurs gouvernements doivent travailler ensemble pour poursuivre la mise au point de solutions véritables et durables à nos défis énergétiques et environnementaux. À la faveur des discussions de tout à l'heure, je parlerai davantage de cet aspect. Nous pensons que le Canada doit se doter d'un cadre énergétique bien défini respectant les champs de compétence des uns et des autres et favorisant la coopération entre les gouvernements.

À la quatrième diapositive, nous montrons ce que nous faisons avec le Conseil des ministres de l'énergie. Nous avons retenu quatre pistes de travail. Vient d'abord celle qui concerne l'efficacité énergétique et qui bénéficie de l'appui d'un groupe de travail au niveau de sous-ministre adjoint. Celui-ci est doté par les gouvernements fédéral et provinciaux de même que par l'industrie et les ONG. Le groupe en question a réalisé nombre d'études dont je vous parlerai un peu plus loin dans le cadre de cette présentation. Nous informons régulièrement le public pour améliorer sa compréhension du sujet, et nous insistons sur le développement technologique de même que sur la nécessité d'améliorer la réglementation que nous voulons plus efficace et plus efficiente. Nous avons accompli beaucoup moins dans les trois dernières pistes de travail que je viens de mentionner.

Le cinquième aspect n'est pas une piste de travail, mais c'est quelque chose qui préoccupe nos industries, à savoir le défi que présentent les ressources humaines. Le problème tient, d'abord et avant tout, au vieillissement de la population, mais aussi au genre de compétences spécialisées que nous recherchons afin de disposer de ressources adaptées pour travailler sur les grands projets en cours, surtout sur le célèbre projet de Fort McMurray.

La diapositive 5 intitulée « L'importance de l'énergie » nous rappelle bien ce dont il s'agit. Nous en sommes conscients, mais il est toujours bon de se souvenir que l'énergie est au coeur de l'économie moderne. Elle est essentielle au développement économique et à la productivité, elle est fondamentale à la sécurité et au bien-être et elle est essentielle à la gestion de l'environnement. Les responsabilités fédérales en la matière sont nombreuses: transport transfrontalier, efficacité énergétique, R-D, nucléaire, environnement, sécurité, Autochtones, savoir-faire et infrastructure, commerce, etc.

Comme la diapositive suivante est une table des matières, nous pouvons donc tout de suite passer à la page 7 parce que je vais vous commenter certaines de ces rubriques.

Le réseau énergétique inclut tout, des sources d'énergie jusqu'aux services énergétiques. Dans la case intitulée « Sources » de cette diapositive, vous apercevez certaines des sources d'énergie qui font partie de notre réseau énergétique, du pétrole brut jusqu'au gaz brut, en passant par le débit des rivières, l'uranium et le charbon. Toutes ces sources sont transformées grâce aux technologies de transformation qui équipent nos raffineries et nos centrales électriques. Ces sources brutes sont transformées en unités d'énergie, en biens énergétiques — comme l'essence, l'électricité et le gaz naturel — permettant d'alimenter des technologies grâce auxquelles les Canadiens et les Canadiennes peuvent utiliser des véhicules automobiles, s'éclairer, se chauffer et ainsi de suite, comme on peut le voir ici. De nombreuses technologies sont mises en oeuvre pour produire ce à quoi les gens s'attendent quand ils paient leurs factures d'énergie: le chauffage, l'éclairage, la force motrice, etc.

• (1110)

Chaque service énergétique possède des caractéristiques uniques. Par exemple, le carburant moteur, l'essence, doit être portable et de densité de puissance élevée. Nous nous sommes creusés la tête pour essayer de régler certains des problèmes du secteur du transport, mais il n'y a pas de solution facile.

Pour ce qui est de l'électricité résidentielle, celle-ci doit être fréquente, de tension stable et de grande fiabilité. Après tout, personne n'a envie de régler son cadran chaque fois qu'il rentre chez lui.

En matière de chauffage des locaux, nous avons beaucoup de possibilités, mais les Canadiens s'attendent, par-dessus tout, à ce qu'il soit adapté et efficace.

La diapositive suivante traite de la croissance de la demande à long terme et indique où nous en sommes sur ce plan. Je ne vais pas m'y attarder, si ce n'est pour dire que nous pouvons retenir deux choses: d'abord, le fait que la demande d'énergie au Canada a augmenté de 1,5 p. 100 par an en moyenne entre 1990 et 2003, ce qui n'a rien d'exceptionnel. Deuxièmement, les courbes de croissance du PIB et de la consommation énergétique se sont considérablement décollées à partir du milieu des années 90 sous l'effet d'une plus grande efficacité énergétique dans le secteur industriel ainsi que d'un changement structurel dû au passage d'une économie composée d'industries énergivores à une économie davantage axée sur les services. Voilà un domaine où l'on a constaté une progression très nette de l'efficacité énergétique.

La diapositive suivante vous montre un peu ce qui se cache derrière ce taux de progression de 1,5 p. 100. Vous pouvez constater que l'intensité énergétique de l'économie a diminué de 1,3 p. 100. C'est une bonne nouvelle. D'un autre côté, l'activité économique par personne a augmenté, ce qui donne une croissance de 1,8 p. 100, de même que la population. Tout cela donne donc lieu à une progression nette de 1,5 p. 100.

La diapositive 10 présente la demande d'énergie par secteur. Comme vous pouvez le constater, la demande augmente de façon générale. Même si tous les secteurs ne progressent pas à la même vitesse, dans l'ensemble, on constate une progression absolue de la demande. L'encadré montre que l'intensité énergétique s'améliore. C'est une bonne nouvelle. Encore une fois, c'est du côté du secteur industriel que les nouvelles sont moins bonnes, puisque l'intensité énergétique a décliné en moyenne de 1,8 p. 100.

À la diapo 11, il est question de la croissance de l'offre au titre de l'utilisation domestique. Nous avons beaucoup de chance au Canada de pouvoir compter sur autant de ressources énergétiques. Elles sont considérables. Comme vous pouvez le constater, la répartition entre les différentes ressources s'établit ainsi : 41 p. 100 pour le pétrole, 31 p. 100 pour le gaz naturel, 12 p. 100 pour la houille et 13 p. 100 pour l'électricité primaire. Chaque source d'énergie présente des caractéristiques uniques et dispose de réseaux de production et de transformation également uniques. Nous en reparlerons davantage tout à l'heure.

La diapositive 12 traite de l'un des défis dont nous entendons très souvent parler aujourd'hui, celui de l'abordabilité de l'énergie. Qu'est-ce que cela signifie pour le consommateur? Beaucoup sur le plan de la compétitivité industrielle. Vous pourrez constater dans l'encadré supérieur, qui donne des exemples d'intensité énergétique par secteur, que l'industrie du papier présente le meilleur ratio de valeur ajoutée, avec près de 25 p. 100. Cette valeur ajoutée, c'est l'énergie, si bien que les prix de l'énergie sont extrêmement importants pour ce secteur. Ils le sont tout autant dans les trois autres secteurs représentés ici, notamment pour le secteur manufacturier dans son ensemble où l'on tourne aux environs de 6 ou 7 p. 100.

L'abordabilité de l'énergie est également très importante pour les consommateurs dont le bien-être est directement touché par ce bien de consommation. L'encadré du bas établit la différence sur le plan des répercussions entre les familles bien nanties et celles qui sont moins à l'aise. Pour les foyers les moins bien lotis, l'énergie peut représenter jusqu'à 9 p. 100, un peu moins de 10 p. 100 du revenu, tandis que pour les foyers du quartile supérieur, l'énergie ne représente que 5 p. 100 du revenu. Comme on le constate, les prix n'ont pas le même effet sur tout le monde.

• (1115)

La diapositive 13 traite de l'abordabilité de l'énergie. On constate que les coûts des intrants continuent d'augmenter pour presque toutes les formes d'énergie. Les ressources les plus éloignées, les moins classiques, sont à présent exploitées et mises en marché. Il faut respecter des impératifs environnementaux qui nécessitent des investissements, de même que des progrès technologiques. Il convient donc d'instaurer un climat concurrentiel pour les investissements. Nous devons nous doter de politiques prévisibles et stables susceptibles d'attirer les investisseurs au Canada afin de nous aider à améliorer la durabilité du système.

L'augmentation des coûts se répercute sur les prix et nous estimons que les politiques doivent faciliter l'adaptation de l'industrie et des consommateurs. De toute évidence, l'efficacité énergétique est une stratégie essentielle à cet égard. Les consommateurs n'achètent pas tant un bien de consommation qu'un service. Ainsi, si nous parvenons à mettre en oeuvre des technologies de transformation efficaces au point de consommation, nous pourrions aider les Canadiens à réduire leurs factures d'énergie. Là encore, comme le roulement de capital à l'échelon du consommateur prend du temps, il convient de continuer à bonifier l'efficacité de tout le capital-actions, soit celui des consommateurs et celui de l'industrie.

À la diapositive suivante, il est question de l'industrie de l'énergie considérée en tant que participant majeur de l'économie. Les chiffres sont impressionnants, comme on pouvait s'y attendre. Comme je le disais tout à l'heure, le Canada a beaucoup de chance de disposer d'une telle richesse énergétique. Cela a un énorme effet sur notre PIB de même que sur nos exportations. Nous exportons énormément de ressources naturelles, mais comme vous pouvez le constater, nous ne sommes pas un exportateur net. Nous investissons beaucoup dans le capital-actions de l'industrie et nos entreprises représentent une capitalisation boursière de quelque 375 milliards de dollars.

Nous sommes un grand employeur et un contribuable important. Par exemple, le secteur des hydrocarbures en amont de l'industrie emploie près d'un demi million de Canadiens et il a versé 18 milliards de dollars aux gouvernements en 2004.

La diapositive suivante reprend un peu celle que nous avons vu tout à l'heure. Il y est question de l'empreinte environnementale du système énergétique. Toutes les formes d'énergie produisent une empreinte environnementale, c'est ainsi. Or, nous jugeons essentiel de gérer cette empreinte et c'est là notre grand défi. Différentes sources d'énergie produisent des empreintes environnementales de types et d'envergure différents. Nous avons, à des degrés divers, un effet sur la terre, l'air, l'eau ainsi que sur la faune et la flore et nous devons donc nous attarder à réaliser un équilibre entre les bénéfices et les conséquences de nos actions.

La diapositive 16 traite d'un défi particulier qui retient beaucoup l'attention de nos jours, je veux parler des gaz à effet de serre. L'énergie est une importante source de GES et, comme vous pouvez le constater d'après le graphique de droite, le taux de croissance annuel entre 1990 et 2002 a été presque identique au taux de croissance de l'énergie. Il existe donc une relation étroite entre les deux. Là encore, le facteur qui a un effet atténuateur est le ratio énergie-PIB, car il est possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre en améliorant l'intensité énergétique.

Les derniers chiffres de 2004, qui n'apparaissent pas dans ce tableau, viennent juste de sortir. Nous avons produit quelque 758 tonnes de GES, soit une augmentation de 0,6 p. 100 par rapport à 2003. C'est une augmentation relativement modeste que l'on doit notamment à la diminution des émissions liées à l'électricité. Là aussi, la combinaison de technologies multiples a eu un effet.

Le président : Était-ce 0,6 p. 100?

M. Hans Konow : Oui, 0,6 p. 100. Je crois que ces chiffres nous viennent de RNCAN; ils sont publics.

• (1120)

Dans le graphique suivant, nous situons le Canada par rapport à ce qui se passe dans le monde. La diapositive 18 indique que la situation du Canada n'est pas très différente de celle du reste du monde. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande d'énergie dans le monde continue de croître au rythme d'environ 1,6 p. 100 par an. Plus des deux tiers de cette progression sont attribuables aux pays en développement. Il n'y a donc rien là de très surprenant. On s'attend à ce que, d'ici 2030, la demande mondiale passe à 42 p. 100 par rapport aux 52 p. 100 qu'elle est actuellement. On prévoit que le gaz naturel, le mazout et le charbon combleront 83 p. 100 de la hausse de la demande.

La diapositive 19 présente les perspectives en matière d'investissement énergétique dans le monde. Pour combler la demande prévue, il faudra investir environ 17 billions de dollars dans le monde entier, entre 2004 et 2030, dont 3,5 billions environ en Amérique du Nord seulement. Ce sont là des chiffres impressionnants, mais ils ne sont pas irréalisables pour les marchés financiers.

La vraie question sera celle de l'utilisation efficace de ce capital et de la rapidité avec laquelle il sera possible de répondre aux attentes et aux besoins constatés, surtout dans les pays en développement, et de composer avec les pressions accrues que ce type de croissance va exercer sur des denrées concurrentes qui sont consommées dans le monde entier, plus particulièrement le pétrole. C'est ce qui explique en partie les prix actuels. Pour ce qui est du Canada, dans ce contexte, c'est sans doute dans le secteur énergétique que nous pesons le plus lourd à l'échelle de la planète. Nous sommes un acteur avec qui il faut compter.

La seule autre chose que j'ajouterai à propos du graphique de cette page concerne la taille de la barre de l'électricité, parce qu'elle est intéressante. Dans les pays en développement, il est évident que l'électrification est beaucoup moins avancée que dans les pays développés. Il faut encore tirer des lignes au travers de vastes étendues en Asie, en Amérique du Sud et dans d'autres régions du globe pour acheminer cette énergie que nous tenons pour acquise chez nous. L'ampleur des investissements dans l'électricité m'a étonné quand j'ai examiné ce graphique qui présente la situation dans le monde. Par rapport aux 17 billions de dollars d'investissement, ce secteur fait figure de géant.

La diapositive de la page suivante, page 20, présente la situation du Canada sur les marchés énergétiques internationaux. De toute évidence, nous sommes un producteur majeur et un exportateur net de biens énergétiques, mais cela nous l'avons déjà dit. Pour ce qui est du pétrole, nous sommes neuvième au chapitre de la production et douzième pour les exportations et, en ce qui concerne le gaz naturel, nous sommes troisième sur le plan de la production et deuxième pour les exportations. Pour l'uranium, nous sommes premier dans les deux catégories et, dans le mode d'électricité, nous nous classons parmi les dix premiers.

Il existe des modèles d'échanges régionaux bien établis. Ainsi, l'Ouest canadien est plutôt exportateur d'énergie, tandis que l'Est est importateur, ce qui crée une dualité intéressante. L'électricité est échangée sur des marchés régionaux interconnectés et transfrontaliers. Nous sommes étroitement interconnectés avec les États-Unis, et cela région par région.

À la page suivante il est question des engagements que le Canada devra prendre au titre de la coopération multilatérale. Comme nous l'avons vu, le système énergétique se mondialise de plus en plus au chapitre du commerce, de l'investissement, des technologies, de la main-d'oeuvre, des prix et même de l'empreinte environnementale, comme dans le cas des GES qui provoquent le réchauffement planétaire. Il sera donc de plus en plus nécessaire de recourir à la coopération multinationale si nous voulons optimiser le système énergétique mondial.

La coopération multilatérale internationale est un complément essentiel à notre coopération bilatérale avec les États-Unis. Le gaz naturel est un produit qui fait l'objet d'un commerce de plus en plus multilatéral et donc de moins en moins bilatéral. Dès que l'on transporte le gaz naturel liquéfié, on passe d'un marché continental à un marché véritablement planétaire.

L'Amérique du Nord est un important importateur de pétrole. Même si nous sommes nous-mêmes exportateur net à ce chapitre, nous importons du pétrole dans l'Est canadien et nous allons sans doute devenir aussi un gros importateur de gaz naturel.

•(1125)

Le Canada et les États-Unis sont les membres fondateurs de l'Agence internationale de l'énergie et nous travaillons côte à côte dans le domaine de la coopération internationale depuis bien des années. Nous avons négocié des dispositions en vertu de l'Accord général sur le commerce de services dans le domaine de l'énergie. Le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie coordonne les activités du secteur de l'énergie entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

La diapo 22 illustre le commerce de l'énergie entre le Canada et les États-Unis. Pas de grosses surprises sur ce plan. Le Canada produit plus d'énergie par habitant que n'importe quel autre pays du G-8. L'ALENA garantit à la fois la sécurité d'approvisionnement et l'accès au marché. Dans le secteur de l'énergie, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de près de 12 p. 100 et de 10 p. 100 depuis 1991. Nous avons exporté pour plus de 65 milliards de dollars d'énergie aux États-Unis l'an dernier.

Cela, c'est le contexte international.

Parlons un peu à présent de l'avenir énergétique tel que nous le concevons. Passons à la page 24 dont le titre semble tout à fait approprié « Nous appuyer sur notre réussite ». Nous comprenons et nous reconnaissons que nous allons faire face à de nombreux défis dans le domaine de l'approvisionnement énergétique, mais nous avons beaucoup de chance de devoir faire face aux défis qui sont les nôtres, soit ceux de l'abondance et des conséquences de cette abondance.

Si nous n'étions pas dans cette situation, nous serions ici en train de parler de sécurité énergétique et de la façon dont nous devrions nous y prendre pour obtenir des ressources énergétiques ailleurs afin de combler nos besoins. Le Canada se trouve dans une situation enviable étant donné le capital de ressources naturelles sur lequel il peut compter. Toutefois, nous devons maintenir et renforcer nos engagements pour réussir dans les domaines de la coopération et du commerce internationaux.

Notre réseau d'énergie nord-américain est hautement intégré et il nous procure de nombreux avantages, mais il s'accompagne de certaines responsabilités. Ainsi, nous devons renforcer le cadre institutionnel qui unit le Canada et les États-Unis, comme nous l'avons vu. Ce travail sera synonyme à la fois de possibilités et de défis pour le Canada sur les plans de l'investissement et du savoir-faire. Nous devons veiller à prévenir l'émergence, délibérée ou non, de nouveaux obstacles au commerce et à la coopération.

C'est pour cela qu'à la diapositive suivante, nous présentons un cadre énergétique que nous jugeons important. Nous réclamons un cadre énergétique, parce que nous voulons que le gouvernement précise sa position à l'égard de la politique énergétique. Nous estimons nécessaire de renforcer une politique centrale qui soit axée sur les marchés, sur un climat d'investissement stable, sur un cadre fiscal concurrentiel et sur le commerce ouvert. Nous estimons qu'il faut préciser le rôle de l'administration fédérale et qu'il convient de respecter les compétences. Nous devons baliser les priorités de dépenses. Il faudra établir le contexte stratégique de la réforme réglementaire. Nous devons contribuer à élaborer la politique sur les changements climatiques. Nous devons contribuer aux communications avec le public afin qu'il comprenne davantage nos réalités.

La diapositive suivante, qui s'intitule « Il est de plus en plus nécessaire d'agir » se trouve à la page 26. Ces dernières années, le GDE a constaté trois grandes pressions : nécessité d'augmenter l'offre et la capacité d'acheminement; nécessité de s'adapter à la hausse des prix; nécessité de trouver des solutions durables aux défis

environnementaux. Par rapport à la situation d'il y a un an, nous estimons que ces trois pressions sont encore plus fortes aujourd'hui.

Comme le montre la diapositive de la page 27, tout commence par la demande. Comme je le disais, la demande d'énergie au Canada devrait continuer d'augmenter à raison de 1 à 1,5 p. 100 par an. La demande de nos partenaires économiques augmente également, ce qui est bien pour nos débouchés commerciaux. Les débouchés ne manquent pas et nous sommes considérés comme un fournisseur fiable sur la scène mondiale. Toutefois, la croissance de la demande combinée à une offre à flux tendue engendre des défis de nature stratégique et politique quant à l'abordabilité et à la fiabilité et aux répercussions environnementales. Selon nous, l'efficacité énergétique est donc un enjeu stratégique de taille pour lequel nous prêchons.

•(1130)

La diapositive suivante traite de l'efficacité énergétique. Comme je vous l'ai indiqué tout à l'heure, l'une des pistes de travail dans le cadre du processus des ministères de l'énergie est l'efficacité énergétique. Les gouvernements, provinciaux et fédéral, sont très actifs. L'industrie a commandé deux études, l'une sur le potentiel d'efficacité énergétique et l'autre sur les mesures et les données. Les résultats de ces études sont présentés ici.

Nous avons retenu les services des deux maisons de recherche les plus connues, Marbek Resource Consultants et M.K. Jaccard and Associates. L'une est spécialisée dans les modèles descendants et l'autre dans les modèles ascendants. Nous avons enfermé tout ce beau monde dans une pièce en disant que personne ne sortirait tant que nous n'aurions pas de réponse, ce que nous avons obtenu.

Les spécialistes nous ont dit qu'en ce qui concerne le potentiel d'économie liée à l'efficacité énergétique en 2025, nous devrions nous situer entre 3 et 10 p. 100 de la demande d'énergie totale. Cela peut ne pas sembler beaucoup, mais les gains maximums réalisables sont tout de même de 50 p. 100, ce qui est conséquent.

La réalisation du meilleur scénario exigerait la mise en oeuvre de programmes d'ingénierie sociale ainsi que d'autres interventions musclées. Ceux qui pensent que l'efficacité énergétique est facile à réaliser sont contredits par les études qui indiquent qu'il faut beaucoup de travail, comme dans tout. Ce sera donc un travail difficile, mais qu'il faut faire et que nous sommes déterminés à accomplir de concert avec les consommateurs. Soyons tout de même conscients qu'il sera d'une ampleur telle qu'il n'y aura pas de recette magique. La solution réside dans le parc de stratégies devant être mises en oeuvre. En soi, l'efficacité énergétique ne constitue pas une solution aux défis que nous rencontrons.

De l'avis des consultants, les économies d'énergie pourraient varier entre 3,2 et 15 milliards de dollars en 2025.

Quelles autres approches peut-on envisager? Nous reconnaissons d'abord l'existence d'une tendance, depuis les années 60, à une plus grande diversification des sources d'énergie. Prenez la page 29 qui présente certaines des tendances constatées dans les grands cycles qui ont marqué l'offre d'énergie. Le combustible de chaque cycle a été moins dominant que celui du cycle précédent et a duré moins longtemps. De nos jours, on pourrait dire que la diversification des sources d'approvisionnement est encore plus variée. Le pétrole arrive en tête, comme l'indique la courbe en rouge. Le gaz naturel se classe au second rang, devant l'hydroélectricité et le nucléaire qui sont troisièmes et devant le charbon qui suit tout juste derrière.

Toutes ces sources d'énergie, de même que les technologies renouvelables naissantes (surtout l'énergie éolienne) qui présentent la croissance la plus importante — toutes des sources d'énergie susceptibles de combler la demande future — devront être mises en valeur et faire partie du parc des sources d'approvisionnement abondantes et diverses dont dispose le Canada.

La diapositive suivante est intitulée « L'augmentation de la puissance exige de nouveaux investissements ». Comme nous l'avons vu, les investissements dans les systèmes énergétiques sont assez considérables. Ces investissements iront là où les possibilités et les rendements sont les meilleurs, parce que les investisseurs recherchent un climat d'investissement stable et attrayant.

La plus grande contrainte sur ce plan touche aux processus d'approbation; le phénomène est général et il concerne toutes les technologies. Il faut pour l'instant évoluer dans un écheveau de procédures réglementaires complexes. La mise en place de guichets uniques, comme cela est prévu, devrait permettre de simplifier les démarches, mais il reste encore beaucoup à accomplir. Les grands projets peuvent nécessiter 10 ans et plus et même les petits projets, plus courants, peuvent exiger plusieurs années.

Nous pensons qu'il sera également nécessaire de régler les relations avec les Autochtones, ce qui est un dossier fort complexe: du point de vue des revendications territoriales, qui ne relèvent évidemment pas de l'industrie mais qui peuvent entraver la réalisation de certains de nos projets, et du point de vue de la collaboration avec les collectivités autochtones pour favoriser leur acceptation des projets, pour partager les retombées et pour les faire participer à l'emploi.

La bonne nouvelle, c'est que les chances d'aboutir dans tout cela sont énormes étant donné que nous sommes très présents dans les régions où les populations autochtones sont dominantes et que nous pouvons leur offrir des emplois.

En bas de la page, vous constaterez que nous jugeons nécessaire de revigorer la réforme de la réglementation fédérale pour qu'elle soit efficace, efficiente et opportune.

● (1135)

À la page 31, nous indiquons qu'il faut prendre acte du lien qui existe entre l'environnement et l'énergie. L'énergie est le plus grand enjeu environnemental et l'environnement est le principal facteur de notre avenir énergétique. Ce sont là deux aspects inséparables d'une même réalité avec laquelle nous devons composer. Nous estimons qu'une nouvelle démarche s'impose après des années de politiques sur les changements climatiques qui n'ont pas permis d'évaluer pleinement les réalités du système énergétique et n'ont pas répondu aux attentes. La liaison entre les différents dossiers peut permettre de stabiliser le climat d'investissement tout en favorisant des gains réels sur les chapitres des émissions de GES et de la qualité de l'air. Il faut s'attaquer sans tarder aux problèmes du changement climatique et de la qualité de l'air. Nous pensons qu'il ne sera possible d'aboutir dans cette démarche qu'en mettant en oeuvre un cadre énergétique cohérent.

Comment régler certains de ces aspects? D'abord, la technologie est une variable critique de l'énergie et de l'environnement. De nouvelles technologies sont nécessaires sur tous les fronts: énergie fossile, actualisation de notre capacité nucléaire, livraison de l'hydroélectricité, accélération du développement de l'énergie éolienne, exploitation des possibilités géothermiques, développement de la pile à combustible, transport, distribution intelligente et automatisée et plus grande efficacité d'utilisation. La technologie est

donc fondamentale, sur tous les plans, si nous voulons parvenir à nos objectifs.

Nous pensons que le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer sur ce plan. RNCan administre de nombreux programmes mais ne dispose que de ressources limitées, ce qui n'empêche qu'il peut s'associer avec des gouvernements provinciaux et le secteur privé pour mettre certaines technologies au point. En règle générale, les technologies énergétiques sont un parent relativement pauvre du parc technologique fédéral et, selon nous, c'est un aspect qu'il conviendrait de régler.

À la page 33, et comme je le disais tout à l'heure, on indique que les effectifs et les compétences constituent un problème grandissant. Nous avons tous entendu parler des problèmes de l'Alberta dus à une croissance rapide et à une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée sur place. Cela évidemment occasionne une augmentation du coût des projets et ces problèmes gagnent le reste de l'industrie ainsi que les autres provinces. L'énergie et les ressources naturelles en général méritent qu'on leur accorde un niveau d'attention qui soit en rapport avec leur rôle économique. L'industrie n'est pas la seule à être sous pression, puisqu'il en va de même pour les processus stratégiques et réglementaires. La complexité, le nombre et la portée des projets tombant sous le coup de ces processus stratégiques sont tels que les organismes de réglementation ont de plus en plus de difficultés à traiter les dossiers dans des délais raisonnables, même s'ils voulaient faire autrement. Selon nous, il convient que le gouvernement fédéral veille à soutenir les moyens stratégiques et réglementaires des organismes qui dépendent de lui.

Tout ce dont nous venons de parler dépend évidemment de l'appui du public. En matière d'énergie, l'opinion publique est pécunie de contradictions. Pour diverses raisons, les gens veulent d'une énergie peu coûteuse, parfaitement fiable, écologique et produite ailleurs que dans leur voisinage immédiat. C'est partout la même chose. Il est difficile de réchapper de cette réalité, mais je pense qu'il est très important de ne pas se laisser bercer par des discours qui tendent à laisser croire à des solutions faciles, parce qu'en fait nous avons affaire à des enjeux stratégiques difficiles et complexes. Rien, toutefois, n'est perdu d'avance. Nous pensons qu'il va falloir déployer des efforts constants pour reformuler les messages et communiquer clairement l'information à la population, sous différentes formes. L'information doit être facilement accessible, elle doit émaner de sources fiables et éprouvées.

L'industrie est prête à emboîter le pas et à faire sa part. Nous avons essayé de lancer un certain nombre de projets, notamment le Centre canadien d'information sur l'énergie à Calgary, mais le gouvernement doit jouer son rôle. Nous redoutons un problème du côté des données clés, notamment à cause du sous-financement des systèmes de collecte de données de Statistique Canada et de la capacité analytique de RNCan.

● (1140)

Il est en effet important que les Canadiens et les Canadiennes disposent de données précises pour pouvoir juger les propositions qui leur seront soumises.

Pour résumer, je dirai simplement que l'industrie est pleinement engagée. Cet engagement s'inscrit dans un processus auquel nous adhérons entièrement. Par son action coordonnée, le Groupe pour un dialogue sur l'énergie a contribué aux discussions du Conseil des ministres de l'énergie, il a élaboré la perspective de l'industrie au sujet d'un cadre énergétique, il a dirigé les programmes d'efficacité énergétique et d'information que je vous ai décrits tout à l'heure, et il y a participé. Il s'est aussi ouvert à l'ensemble des intervenants pour favoriser une discussion large.

Sur ce, je vous remercie de votre patience et j'ai hâte que nous passions aux discussions.

Le président: Merci beaucoup.

Avant de poursuivre, je veux dire autre chose au sujet de la réunion d'aujourd'hui qui aurait dû se dérouler à Calgary. Nous aurions normalement dû bénéficier d'une présentation plus longue que celle-ci — et j'espère que nous aurons l'occasion de l'entendre plus tard — mais en plus, nous aurions dû accueillir, sans doute pour obtenir un point de vue équilibré sur toutes ces questions, des représentants du Pembina Institute for Appropriate Development.

Vous avez parlé de vos pistes de travail dans le domaine de l'efficacité énergétique. Il se trouve que j'ai rencontré les gens du Pembina Institute ce matin, au nom du comité, et qu'ils vont nous fournir certaines informations à cet égard. J'espère que nous aurons plus tard l'occasion d'entendre le point de vue de l'Institut. Celui-ci m'a mentionné qu'il siégeait à un groupe de dialogue. Vous avez vous-même parlé de réunions à l'échelon des SMA fédéraux et provinciaux. Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est à ce sujet? Nous serions peut-être intéressés à en entendre davantage à ce propos.

• (1145)

M. Hans Konow: Plusieurs groupes s'occupent d'efficacité énergétique. Celui dont je parlais, le groupe directeur des sous-ministres adjoints en matière d'efficacité énergétique, relève de la Conférence des ministres de l'énergie. Comme je le disais, on y retrouve des représentants de tous les ordres de gouvernement ainsi que d'ONG et de l'industrie. Il a commencé par s'appuyer sur deux documents fondateurs que nous avons pilotés dans le cadre de ce processus et que je vous ai décrits: l'un sur le potentiel énergétique et l'autre sur les données qui, comme nous l'avons mentionné, sont très importantes.

Ce groupe a demandé à un sous-groupe de se pencher sur la question du transport et il va maintenant déterminer ce que devront être ses prochains objectifs à partir de la base de données qui a été créée. Nous allons voir où cela nous mène. Sur ce plan, le groupe en est aux premières étapes de son programme.

Il y a un autre groupe, également composé de représentants des gouvernements, de l'industrie et des ONG, qui relève de la table sur la durabilité énergétique. Celui-ci est en train d'étudier un programme à long terme au chapitre de l'efficacité énergétique. Lui aussi en est au tout début de son travail.

Comme vous pouvez le constater, bien des processus ont été enclenchés pour traiter des divers volets de l'efficacité énergétique. Je viens de vous parler des deux que je connais.

Le président: Je voulais que vous précisiez cela au comité avant que nous ne passions aux questions parce que tout cela constitue en fait le thème de votre visite aujourd'hui et de nos délibérations des derniers mois, plus précisément des deux dernières semaines. Nous essayons de nous adresser à un échantillon d'intervenants qui soit le plus représentatif possible dans le domaine des ressources naturelles au Canada et nous voulons dégager les sujets sur lesquels nous

allons plus particulièrement nous attarder. Il est donc utile que nous sachions ce qui se passe sur le terrain.

Il y a un thème qui semble récurrent dans vos propos, celui du cadre énergétique. Et puis, il y a également la question du lien à faire entre l'environnement et le cadre énergétique et de l'équilibre à réaliser entre les deux, ce dont nous reparlerons peut-être en comité. J'ai donc été content que vous en parliez.

Eh bien, sans plus attendre, nous allons passer aux questions du comité. Nous avons convenu de laisser l'opposition commencer.

Nous débuterons par M. McGuinty.

M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Merci, monsieur le président.

Bonjour messieurs. Merci de vous être rendus à notre invitation. Je vais vous poser deux ou trois questions en série et vous pourrez décider entre vous de la façon d'y répondre.

Avec tout ce qui s'est dit au lendemain des élections au sujet du Protocole de Kyoto, de nos obligations qui en découlent et de l'augmentation des émissions, les Canadiens ont de quoi être confus. L'ONU dit que nous en sommes à 24 et le gouvernement estime que nous en sommes à 36. Hier, le ministre de la Justice a même déclaré en Chambre, dans le cadre d'un débat portant sur autre chose, que le Protocole de Kyoto ne repose sur aucune preuve scientifique. C'est effectivement ce qu'il a dit.

Dites-moi, tout d'abord, quelle est la position du Groupe pour un dialogue sur l'énergie au sujet du Protocole de Kyoto? Ce sera ma première question.

Deuxièmement, le gouvernement de l'Ontario est en train de faire passer une série de publicités télévisées indiquant que les coûts de conservation de l'énergie sont inférieurs aux coûts de production. Étant donné qu'un pétrole à 80 \$ le baril rend intéressant l'exploitation des sables bitumineux, j'estime que de tels prix rendent certainement plus intéressantes les technologies de conservation et les éventuels gains d'efficacité. Qu'en pensez-vous?

Troisièmement, pourquoi ne vous êtes-vous pas baptisés Groupe pour un dialogue sur l'énergie « et l'environnement »? Par exemple, pourquoi ne travaillez-vous pas de concert avec les groupes écologiques en vue d'adopter une position qui tienne davantage compte des points de vue des uns et des autres?

Enfin, vous avez parlé de l'efficacité des données. Pouvez-vous nous indiquer où en sont les différents secteurs sur ce plan, dans des domaines comme l'intensité énergétique, l'intensité des matières premières, l'intensité de l'eau? Il ne nous est actuellement pas possible de véritablement comparer vos industries. Nous ne pouvons même pas comparer entre elles les entreprises qui constituent vos secteurs. Nous n'avons tout simplement aucune base de comparaison. Pourriez-vous nous indiquer où vous en êtes sur ce plan)?

• (1150)

M. Hans Konow: Merci pour ces questions.

Vous avez d'abord posé une question au sujet de Kyoto. Je vais répondre à toutes vos questions dans l'ordre après quoi j'inviterai mes collègues à vous dire éventuellement ce qu'ils en pensent. J'ai fait l'exposé, mais les autres ont des points de vue dont ils aimeraient vous faire part également —

Le président: Excusez-moi de vous interrompre, mais je devrais peut-être présenter tout le monde aux membres du comité.

Vous êtes accompagné de David MacInnis, président de l'Association canadienne des pipelines de ressources énergétiques, qui est prêt à répondre.

Ce n'est pas Pierre Alvarez qui représente l'Association canadienne des producteurs pétroliers, mais Brian Maynard.

Robert Hornung est ici en qualité de président de l'Association canadienne de l'énergie éolienne. Je dois ajouter, au sujet de ce groupe, que Robert comparaitra de nouveau devant le comité le 13 juin. N'hésitez pas à pousser la discussion avec lui sur la question des énergies de remplacement.

Murray Elston est président et pdg de l'Association nucléaire canadienne.

Je vois que vous avez un groupe de soutien dans la salle que nous pourrions peut-être inviter à répondre aux questions.

Excusez-moi, encore une fois, de vous avoir interrompu Hans. Je vous en prie, continuez, il vous reste au moins deux minutes.

M. Hans Konow: Bien. Je vais essayer de faire vite.

Tout d'abord, nous n'avons pas de position officielle au sujet de Kyoto. Nous sommes en train de recenser les différents points de vue sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto. Chaque association membre de notre groupe a son avis sur Kyoto.

Ce que nous voulons faire ressortir avant tout, c'est qu'on a beaucoup parlé et peu fait. Il existe, selon nous, des stratégies qui s'imposent naturellement pour le long terme et qui visent à s'attaquer aux véritables problèmes que posent les émissions, grâce à des projets bien concrets. En revanche, à cause des défis que posent les délais imposés par Kyoto et de notre incapacité à réduire véritablement nos émissions grâce aux projets actuels, le Canada a conclu que la seule façon de respecter ses objectifs consistait à acheter des crédits internationaux.

Dans l'industrie de l'électricité, dont je vais vous parler, l'infrastructure est exploitée pendant 40 ans et plus. On ne peut donc pas se départir d'installations du jour au lendemain. La bonne nouvelle, cependant, c'est que l'avenir est prometteur sur le plan technologique dans ce domaine. Près de 75 p. 100 de la production d'électricité n'occasionne aucune émission et nous occupons donc une place différente par rapport aux autres sources d'énergie, principalement le charbon mais aussi le gaz naturel.

Il existe des technologies permettant de rendre ces énergies moins polluantes, mais il faudra attendre 15 ou 20 ans pour qu'elles soient commercialement viables et mises en service. Dans un avenir lointain, la production d'électricité donnera lieu à des émissions extrêmement faibles. Nous pourrions donc nous attaquer au problème du changement climatique, mais nous le ferons au rythme du changement climatique. Avec Kyoto, nous devrions acheter des crédits pour nous conformer aux objectifs fixés. Je vais laisser aux autres le soin de vous parler de la position de leurs secteurs respectifs.

Avec votre deuxième question, vous vouliez savoir si les techniques permettant des économies d'énergie sont moins coûteuses que la production d'énergie. Il est vrai que l'économie d'énergie et l'efficacité énergétique coûtent moins cher que certaines sources d'approvisionnement, mais il ne faut pas généraliser. On a affaire à une courbe, un peu comme celles de l'offre et de la demande. En fait, toutes ces courbes se ressemblent à peu près.

Nous estimons, et c'est pour cela que nous parlons de possibilité stratégique, qu'il faut miser sur les points bas de la courbe et progresser au fur et à mesure de l'augmentation des prix de l'énergie. Si nous faisons attention, nous parviendrons à optimiser le système et les stratégies d'achat des consommateurs afin de réduire au minimum la répercussion des prix sur leurs portefeuilles. Je pense

que nous devons adopter une approche intégrée tenant compte des possibilités du côté de l'offre et du côté de la demande.

Troisièmement, vous vouliez savoir pourquoi nous ne sommes pas le Groupe pour un dialogue sur l'énergie « et l'environnement » et pourquoi nous ne sommes pas flanqués de groupes environnementalistes. Eh bien, c'est parce que nous relevons des ministres de l'Énergie. Au début, nous devions être la voix de l'industrie et nous exprimer pour 19 organisations. À l'époque, tout le monde s'en est réjoui, et il se trouve que nous avons tendu la main aux groupes écologistes. Nous rencontrons régulièrement nos homologues environnementalistes pour parler de ce que nous faisons, de ce qu'ils font et pour explorer les domaines d'actions communes possibles. Nous allons d'ailleurs continuer d'agir ainsi.

Pour ce qui est des données et de l'intensité énergétique, je dois vous avouer que je n'ai pas grand réponse à vous fournir. Dans le domaine de l'électricité — et je laisserai le soin aux autres de vous répondre pour leurs propres secteurs — nous dépendons considérablement des sources gouvernementales de données brutes. Nous faisons réaliser des études comme celle que je vous ai citée. Je n'ai rien vu, récemment, au sujet des intensités énergétiques, hormis les tendances dont je vous parlais tout à l'heure. Il est possible que des compagnies membres de notre association effectuent certaines études sur les technologies mises en oeuvre au niveau des consommateurs, en collaboration avec ces derniers, dans le but de réaliser des efficacités énergétiques dans le sens ascendant. Toutefois, je ne pense pas qu'on ait, jusqu'ici, rassemblé toutes ces données pour les traiter et les rendre exploitables.

Je vais céder la parole aux autres pour répondre à ces questions.

• (1155)

M. David MacInnis (président, Association canadienne des pipelines de ressources énergétiques, Le Groupe pour un dialogue sur l'énergie): Si vous me le permettez, monsieur le président, pour ce qui est de Kyoto, je dirais que le Canada déraile complètement. La question n'est pas le Protocole de Kyoto, c'est le changement climatique. D'ailleurs, je crois que tout le monde reconnaît à cet égard l'existence d'un problème auquel il faut s'attaquer, mais nous nous embourbons dans les débats et nous n'agissons pas. Je suis sûr que nous tous ici, nous reconnaissons qu'il faut agir.

La conservation d'énergie est-elle plus économique que la production? S'agissant de la demande énergétique au Canada, force est de constater qu'elle est en pleine croissance. S'il est nécessaire de recourir à toutes les sources d'énergie possibles pour répondre à la demande, il faut aussi adopter des méthodes de conservation. Mon message à cet égard est le suivant: il n'y a pas à choisir entre les deux, il faut miser sur les deux solutions.

Tout cela, d'ailleurs, nous ramène à votre question sur les données. Nous avons un véritable problème au Canada parce qu'il ne nous est pas possible d'élaborer des politiques gouvernementales valables qui ne s'appuient pas sur les données normalement nécessaires à cette fin. Je vais vous donner un exemple de ce phénomène à l'échelon fédéral. Dans le cadre de l'examen des programmes de 1995, Ressources naturelles Canada a perdu 52 p. 100 de son budget. À la faveur d'un autre examen du genre, plusieurs années plus tard, le budget de ce ministère a de nouveau été lourdement amputé. Ce faisant, nous avons perdu notre capacité de mesurer et d'analyser la situation. Voilà un exemple du genre de capacité dont nous devons nous redoter afin de pouvoir produire les données dont nous avons tous besoin pour déterminer ce qu'il faut faire et comment le faire avec le plus d'efficacité possible.

M. Robert Hornung (président, Association canadienne de l'énergie éolienne, Le Groupe pour un dialogue sur l'énergie): Je vais ajouter un mot au sujet de Kyoto. Hans a raison de faire remarquer que le Groupe pour un dialogue sur l'énergie n'a pas de position au sujet de ce protocole. Il est important de mentionner que notre groupe insiste sur la nécessité de bouger sur ce plan. Je pense d'ailleurs que tous les membres du groupe estiment avoir un rôle à jouer à cet égard.

Nos membres ont certes des points de vue différents au sujet des énergies sur lesquelles il faudra miser au final et des délais de mise en oeuvre de nos choix, mais je pense que nous cherchons à nous entendre sur des cadres d'action communs en vue de nous doter d'un système énergétique durable.

M. Murray Elston (président et chef de la direction, Association nucléaire canadienne, Le Groupe pour un dialogue sur l'énergie): Je pense pouvoir dire que tous les membres de ce groupe sont conscients du fait qu'ils peuvent jouer un rôle. Il est évident que le nucléaire a un rôle intéressant à jouer pour réduire les émissions, mais je pense que l'une des choses dont nous n'avons pas beaucoup parlé — bien qu'il en ait été tout de même un peu question — c'est que nous ne devrions pas nécessairement nous fixer sur la composition actuelle du parc énergétique dont Hans vous a parlé, parce que le progrès technologiques aidant, nous parviendrons certainement à réaliser automatiquement certains gains. Certaines technologies, comme l'hydrogène, deviendront de plus en plus compétitives à la faveur de l'augmentation du coût des combustibles fossiles.

J'estime que nous sommes trop rivés sur le présent. Si votre comité pouvait adopter un point de vue stratégique à plus long terme qui nous aiderait dans cette transition, je crois que nous pourrions évaluer un peu différemment les progrès réalisés par rapport au changement climatique. Certes, l'action, la contribution et la transition devront être nos trois plots.

• (1200)

Le président: Merci.

Merci, monsieur McGuinty.

Monsieur Ouellet. Nous allons essayer avec cinq minutes chacun, mais comme nous avons dépassé le temps alloué pour la première question, je vais vous laisser faire la même chose.

Quand nous en aurons terminé avec ces questions, nous passerons à M. Bevington.

M. Christian Ouellet (Brome—Missisquoi, BQ): Merci de vous être déplacés, messieurs.

Ma question concerne le genre de message qu'un groupe de l'industrie comme le vôtre envoie à la population en général ou à notre comité. Ce message, c'est que vous n'avez pas grande considération pour les autres sources d'énergie qui ne sont pour vous que des sources de substitution. Il existe bien une industrie du solaire, une industrie du géothermique et même une industrie de la biomasse, mais vous ne les représentez pas. Vous estimez que ce sont ces acteurs de seconde catégorie dont vous n'avez pas envie de vous préoccuper. Vous les appelez « énergies de substitution ».

Aucun de vos chiffres ne traite de ces formes d'énergie, même si elles sont très importantes en regard du changement climatique et pour d'autres raisons. En définitive, c'est pourtant celles qui dureront vraiment. Vous dites qu'environ 83 p. 100 de toute l'énergie vient du gaz naturel, du pétrole et du charbon. C'est vrai pour l'instant, mais pour combien de temps encore? Vous n'en avez pas parlé. J'aimerais que vous nous en disiez davantage à ce sujet.

Ne pensez-vous pas manquer de vision quand vous dites que l'énergie régulière sera encore là demain? Vous dites que l'industrie est prête à emboîter le pas. Je n'en doute pas, mais il demeure que vous laissez de côté ces autres formes d'énergie. Je n'ai pas l'impression que vous allez beaucoup faire avancer les choses pour l'avenir.

J'ai été très heureux de vous entendre parler d'efficacité énergétique. Comme certains l'ont affirmé, nous savons à présent qu'il est plus économique de miser sur l'efficacité que sur la production d'énergie. Prenons les sources géothermales, par exemple, elles contiennent autant d'énergie que le gaz naturel actuellement, au Canada. Je conviens avec vous que le gouvernement doit prendre les choses en main pour instaurer un véritable cadre énergétique, mais si vous n'avez pas parlé de ces autres sources d'énergie dans votre témoignage, même pas de l'énergie solaire passive... je sais bien pourquoi vous n'en avez pas fait mention, c'est parce que ce n'est pas une industrie et que ça ne le sera jamais, que c'est une simple source d'énergie. Pourtant, c'est une énergie majeure.

Je vais vous poser une question et je ne doute pas que vous allez me fournir une excellente réponse. Quoique, tout comme pour les énergies de remplacement, je ne suis pas certain que ce sera le cas. Vous avez dit que le Canada est un des premiers pays exportateurs de gaz naturel. Je ne sais pas où ça se trouve — ah oui, c'est à la diapo. 20. Que pensez-vous de l'idée d'importer du gaz liquide par navire gazier de Russie puisque nous sommes déjà le second exportateur mondial de gaz naturel? Où est la logique?

[Français]

Vous ne mentionnez pas non plus les ruptures de stock. Dans un de vos textes, vous dites qu'il faut assurer l'avenir énergétique du Canada. Or, l'avenir énergétique du Canada ne passe pas uniquement par la durabilité, mais aussi par le développement durable. La qualité de vie des générations à venir dépend en bonne partie de l'industrie de l'énergie. Il n'est nulle part fait mention dans votre texte des ruptures de stock des énergies dont il est question ici.

On parle aussi de surconsommation. Je n'ai vu cela nulle part dans votre texte. Je ne parle pas d'efficacité énergétique, mais bien de surconsommation. On parle de tout le matériel roulant qui surconsomme, de l'éclairage nocturne. Le Canada, le Québec y compris, est le pays qui consomme le plus d'éclairage nocturne dans tout le monde entier, plus encore que les États-Unis. On ne parle pas des pertes d'énergie en transit dans les pipelines, dans les lignes de transmission électrique qui devraient être améliorées, et on met peu l'accent sur l'énergie extraordinaire qu'est l'énergie géothermique.

En ne mentionnant pas que le Canada doit réduire sa consommation inutile d'énergie, l'industrie de l'énergie ne donne pas une image globale de la situation.

• (1205)

M. Hans Konow: Merci de vos commentaires.

[Traduction]

Je vais vous répondre dans ma langue pour être clair.

Pour commencer, vous constaterez à la page 2 que nous comptons parmi nos membres l'Association canadienne de l'énergie éolienne et Hydrogen & Fuel Cells Canada. Nous avons donc, au sein du Groupe pour un dialogue sur l'énergie, des membres à plein titre qui représentent les énergies de substitution.

Pour ce qui est de l'énergie solaire, de la biomasse et ainsi de suite, il n'y a pas grand chose d'indiqué dans le graphique parce que ces sources d'énergie ne représentent que 2 p. 100 de l'approvisionnement total, mais nous ne disons rien de négatif à leur sujet.

Comme je le disais, l'énergie éolienne est la technologie qui progresse le plus rapidement. Il s'agit d'une technologie de substitution parce que, pour l'instant, la seule autre technologie renouvelable de base sur laquelle nous pouvons compter au Canada et pour laquelle nous sommes très connus — célèbres même — c'est l'hydroélectricité qui représente près de 65 p. 100 de notre approvisionnement en électricité. Donc, l'hydroélectricité distribuée à grande échelle constitue notre principale source d'énergie renouvelable et nous estimons que l'énergie éolienne progresse à grands pas.

La biomasse n'est pas négligeable, mais on la retrouve davantage en milieu industriel où elle se présente sous la forme de produits dérivés, notamment des activités forestières.

Vous voulez savoir si nous pensons que la biomasse, par exemple, ou encore l'énergie solaire va remplacer à court terme les technologies de base? Non, nous ne le pensons pas. Nulle part dans le monde on ne fait d'ailleurs de telles projections. D'après l'Agence internationale de l'énergie et d'après quasiment tous les groupes de réflexion dans le monde, que cela nous plaise ou non, dans 20, 30 ou 40 ans d'ici, notre monde continuera de dépendre lourdement des combustibles fossiles. Le secteur des énergies de substitution apportera une contribution plus importante, comme l'énergie éolienne et l'énergie nucléaire, mais nous n'assisterons pas à un passage massif à la biomasse ou au solaire étant donné que ces technologies coûtent cher et que certaines d'entre elles nécessitent de très grandes étendues de territoire.

Représentons-nous dès lors les énergies de demain? Tout à fait. Nous voulons représenter les points de vue de tous les fournisseurs de ce genre de service, mais pour être réalistes, nous ne pensons pas que nous allons assister à un vaste basculement par rapport à nos technologies de base dans les 15 à 20 prochaines années.

Il est vrai que le solaire passif est une excellente source d'énergie qui devrait faire partie de la stratégie sur l'efficacité énergétique. Nous sommes tout à fait favorables à l'idée d'apporter des changements aux codes du bâtiment en vue de faciliter l'utilisation du solaire passif et d'autres technologies. Je crois vous avoir démontré que, selon nous, l'efficacité énergétique est un thème stratégique auquel il convient d'adhérer.

Vous avez posé une question au sujet de l'importation de gaz naturel par navire gazier. Nous sommes d'avis que les règles de l'économie et du marché doivent déterminer les sources d'approvisionnement vers lesquelles il faudra se tourner. Étant donné que nous serons en situation d'approvisionnement à flux tendu à court terme en ce qui concerne le gaz naturel, nous estimons que le GNL va occuper une place de plus en plus importante en Amérique du Nord, ce qui n'empêche que nous devrons tirer les gazoducs du Nord, accéder à nos réserves actuelles de gaz et exploiter toutes les réserves accessibles en Amérique du Nord.

Il serait sans doute dangereux de mettre tous nos oeufs dans un seul panier, parce que personne ne peut prédire quand ces projets aboutiront. Voilà pourquoi nous devons compter sur le genre d'efficacité et de coordination réglementaire dont nous parlions tout à l'heure. Nous avons donc délibérément adopté une stratégie selon laquelle nous n'écartons absolument aucune option. Toutes les possibilités se trouvent dans notre parc de ressources énergétiques et nous allons déterminer celles qui paraissent les plus réalistes au

marché. Ce faisant, nous ne négligeons rien et, très honnêtement, je crois pouvoir dire que nous nous sommes dotés d'une certaine souplesse qui va nous permettre, grâce à des solutions bien précises, de nous affranchir des difficultés inattendues qui se dresseront sur notre route.

• (1210)

Je crains de ne pas avoir bien compris votre dernière question parce que mon écouteur ne fonctionnait pas, mais je crois que certains de mes collègues l'ont saisie. Je leur céderai la parole à ce sujet et leur laisserai le soin de vous répondre.

M. Brian Maynard (vice-président, administrateur et affaires publiques, Canada Atlantique, Association canadienne des producteurs pétroliers): Avant cela, et pour en revenir à quelque chose de fondamental, on constate que la demande d'énergie au Canada progresse à raison de 1,5 p. 100 annuellement et que cette tendance devrait se maintenir pendant assez longtemps. Il s'agit d'une nouvelle demande: les gens conduisent davantage leurs véhicules, et ont plus de téléviseurs et d'ordinateurs chez eux. Il n'est même pas ici question des investissements massifs qu'il va falloir réaliser pour remettre à neuf les unités de production d'électricité. Il n'est pas question des nouvelles lignes de transmission ni de rien d'autre. Le potentiel de réinvestissement est énorme et ce que je voulais dire, au fond, c'est que nous aurons besoin de toutes les sources d'énergie dans l'avenir.

Vous avez superbement parlé de l'énergie géothermique, mais il se trouve que nous n'avons pas encore trouvé la façon de propulser un véhicule automobile avec cette forme d'énergie. Elle permet de chauffer les intérieurs des maisons et de bâtiments comme celui-ci, mais ce qu'il y a de merveilleux avec le pétrole, c'est qu'il est portable. Il permet d'alimenter les avions, les bateaux, les trains et les automobiles. Il a un contenu énergétique très élevé. Il est très efficace et relativement peu coûteux par rapport aux autres sources d'énergie.

Nous partons du principe qu'étant donné l'augmentation de la demande dans le monde et au Canada et la nécessité de remplacer d'importantes sources d'énergie existantes, il faudra absolument compter sur toutes les formes d'énergie dans l'avenir. Il ne s'agit pas là uniquement l'avis de mon association, puisque l'on constate la même chose partout dans le monde.

Voilà pourquoi tous les secteurs de l'énergie se sont rassemblés pour constituer ce groupe, y compris les énergies renouvelables et les autres sources d'énergie.

Le président: Monsieur MacInnis.

M. David MacInnis: Pour ce qui est de l'importation du GNL, il y a de véritables débouchés qui s'offrent au Québec. Deux projets sont envisagés: Rabaska et Gros Cacouna. Il y a également un projet au Nouveau-Brunswick et un autre en Nouvelle-Écosse. Ce sont donc d'intéressants débouchés pour le Canada. Une partie de ces produits permettront de répondre aux besoins croissants constatés ici au Canada, mais aussi aux États-Unis. Il y a donc des occasions qui s'offrent au Canada et aux Canadiens.

Pour en revenir à ce que vous disiez, soit que nous n'accordons pas assez d'importance aux énergies renouvelables et de substitution, vous posez en fait deux questions. La première consiste à se demander s'il y a un avenir pour les énergies renouvelables et de substitution. Je répondrai sans hésiter par l'affirmative. C'est d'ailleurs pour cela que les membres de mon association, l'Association canadienne des pipelines de ressources énergétiques, achète des projets de production d'électricité dans les secteurs du nucléaire, de l'éolienne et du solaire. C'est pour cela que certaines compagnies membres de mon association ont décidé de s'associer à des fabricants de piles à combustible et à des compagnies d'hydroélectricité. Il faut diversifier le parc des sources d'approvisionnement, et nos membres ont trouvé des débouchés sur ce plan.

La seconde question consiste à savoir quand ces nouvelles sources seront mises en valeur? C'est là d'ailleurs le fonds du problème. Des projets ont été lancés à cet égard mais, sauf dans le cas de l'éolienne et du nucléaire, par exemple, les réalisations semblent assez éloignées dans le temps. Je dirais que les compagnies investissent dans de nouvelles sources de combustible par anticipation parce qu'elles y voient des débouchés.

• (1215)

Le président: Merci beaucoup et merci pour la question.

Monsieur Ouellet, je dois vous indiquer que nous aurons une autre réunion le jeudi 13, c'est-à-dire dans une semaine. Nous allons inviter des représentants d'autres sources d'énergie de remplacement. Nous avons aussi demandé au Bureau de liaison parlementaire du ministère de nous envoyer les fonctionnaires qui semblent plus particulièrement chargés des dossiers de la biomasse et de l'énergie géothermique. Vous pourrez poser vos questions.

M. Christian Ouellet: Je le savais, mais j'estime qu'il n'est jamais bon de laisser des industries de côté parce que, quand on agit ainsi, on en fait des industries mineures.

Le président: Bien. Je crois que vous vous êtes fait comprendre.

Monsieur Bevington, nous allons entamer une série de cinq minutes.

M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD): Merci, monsieur le président. Je vais essayer d'être le plus bref possible.

Je remercie les membres du groupe de témoins de s'être rendus à notre invitation. L'énergie est certainement un volet du développement économique canadien à propos duquel nous sommes appelés à faire des choix larges et lourds de conséquences. Cela m'amène à vous poser ma première question.

Vous avez parlé des variables critiques sur lesquelles il faut s'appuyer pour prendre des décisions dans le domaine énergétique et vous avez aussi parlé du cadre énergétique. Est-ce que votre groupe estime que nous avons besoin d'une stratégie énergétique nationale qui mettra toute l'industrie sur la bonne voie en fonction d'un ensemble de valeurs convenables?

Cela, évidemment, peut se refléter de bien des façons, notamment sur le plan de l'efficacité énergétique.

J'ai relu certains des chiffres que vous nous avez transmis et j'estime que vos 10 p. 100 sont un peu bas étant donné que, selon votre meilleur cas de figure d'efficacité énergétique, vous prévoyez une réduction de près de 1 000 unités sur 6 300. Cela représente presque 16 p. 100. C'est étrange, mais je ne trouve pas cette efficacité énergétique très impressionnante.

Prenez le cas, par exemple, des Japonais et des Suédois en matière d'efficacité énergétique à partir de l'utilisation de combustibles

fossiles pour produire de l'électricité, et vous verrez que leurs pourcentages sont considérablement supérieurs aux vôtres. S'il est question de moderniser la production d'électricité à partir de ces sources d'énergie, les facteurs d'efficacité devraient être beaucoup plus élevés, ce qui pourrait donner lieu à une amélioration de la situation.

Parlons de l'industrie du gaz naturel. Selon les projections de la demande et de l'offre futures de gaz naturel de l'Office national de l'énergie, le Canada devrait connaître une crise à ce chapitre d'ici 2015 à 2020. Il ne faut pas, non plus, oublier que nous sommes tenus à certaines obligations en vertu de l'ALENA. Donc, si nous ne nous dotons pas d'un vaste programme d'amélioration de l'efficacité énergétique du gaz naturel, nous connaissons une crise d'approvisionnement dans ce domaine et cela même si nous achetons du gaz naturel liquide, que nous misons sur le méthane de gisements houillers et que nous utilisons toutes les sources d'énergie de remplacement disponibles.

Intervient ensuite le gaz naturel liquide qui est au centre du développement économique et de la productivité quand on y accorde la valeur qui est la sienne dans une économie moderne. Nous nous trouvons alors à importer ce qui est une autre source de combustible fossile. Nous importons donc du gaz et exportons notre économie. Nous assurons notre sécurité et notre bien-être en important ce qui est une autre source d'énergie, mais cela n'améliore en rien la qualité de la gestion de notre environnement qui est tellement important pour les Canadiens. Nous transférons à un autre pays les émissions de gaz à effet de serre associées à la production du gaz liquide. Ainsi, quand on songe à la situation du Canada et à vos valeurs, nous devons prendre très au sérieux cette nouvelle forme d'énergie que vous avez mises de l'avant à plusieurs reprises dans votre document.

La politique sur les sables bitumineux est également très importante pour l'instant. Elle nous renvoie à la production d'hydrogène, ce qui est intéressant, parce que Fort McMurray se trouve à être le plus important producteur et utilisateur d'hydrogène dans le monde. Une partie du problème associé aux sables bitumineux tient au fait que nous utilisons le gaz naturel pour produire de l'hydrogène tandis que nous pourrions nous tourner vers des formes de production d'hydrogène renouvelables et donc plus acceptables.

Certes, nous pratiquons une politique non interventionniste depuis 1995. Le gouvernement Chrétien, en liaison avec le gouvernement de l'Alberta de l'époque, a consenti de généreux abattements fiscaux et le versement d'importantes redevances aux entreprises du secteur des hydrocarbures à une époque où, il faut le dire, le baril se vendait à 12 \$. Il est maintenant à 70 \$. Il est possible que cela occasionne des distorsions dans la composition de parc énergétique canadien et dans notre orientation, parce que nous avons favorisé une industrie plutôt qu'une autre. C'était peut-être valable dans les années 90, mais il y a lieu de se poser la question de nos jours.

• (1220)

Je suis certain que l'un de vous a également parlé du charbon et de la séquestration du dioxyde de carbone. Selon une excellente étude du MIT, le nucléaire ou l'éolienne sont aujourd'hui compétitifs sur le plan des coûts par rapport à la séquestration du dioxyde de carbone. Recommandez-vous que nous attendions 15 ou 20 ans pour passer au charbon, tandis que nous disposons déjà d'options viables du côté des industries renouvelables ou du nucléaire, qui sont compétitives sur le plan des coûts par rapport aux projections concernant la séquestration de carbone des centrales à cycle mixte?

Voilà mes questions pour l'instant.

M. Hans Konow: Merci pour vos questions. J'inviterai mes collègues à répondre à certaines d'entre elles.

Vous avez d'abord soulevé celle du cadre énergétique par rapport à une stratégie énergétique nationale assortie d'un ensemble de valeurs. Nous estimons, comme nous l'avons fait ressortir tout au long de notre présentation, que l'ancienne politique énergétique nationale, considérée en tant qu'instrument de définition de nos valeurs, n'a pas donné grand chose. Plus question d'y revenir. Nous estimons que les marchés sont beaucoup plus efficaces pour affecter correctement les ressources. Et puis, nous n'estimons pas que le cadre s'apparenterait à une stratégie déterministe. Pour nous, le cadre est un moyen de présenter un ensemble de politiques gouvernementales qu'il interprète avant de les peaufiner, afin d'optimiser l'investissement et de s'assurer que les marchés peuvent fonctionner correctement.

Pour ce qui est de votre dernière question — et je vais établir un lien avec les marchés, la séquestration du carbone et sa structure de coûts — qui était de savoir pourquoi nous agissons ainsi tandis qu'il y a l'énergie éolienne, par exemple, et d'autres énergies de substitution qui pourraient être concurrentielles par rapport en regard des coûts projetés, je vous répondrai qu'il faut laisser le marché décider parce que c'est lui qui, dans l'avenir, déterminera s'il faut ou non opter pour une stratégie du charbon. Si d'autres énergies de substitution plus économiques et plus attrayantes devaient se présenter, elles remporteraient la course aux dépens des plus coûteuses.

Nous pensons que le Canada peut compter sur une réserve abondante de charbon. Pour l'utiliser, il faudra la rendre conforme à nos engagements et à nos attentes sur le plan environnemental. Il y a des technologies qui devraient nous le permettre. Si elles sont fiables et rentables, nous devrions les utiliser. Si nous ne pouvons pas y arriver, à ce moment-là nous n'exploiterons pas le charbon et c'est aussi simple que cela.

Pour ce qui est de l'efficacité constatée en Europe et au Japon, il faut se dire que, quand les prix au Canada seront identiques à ceux de ces pays, nous commencerons à mettre en oeuvre les mêmes technologies. C'est la simple logique économique qui veut que les technologies mises en oeuvre dans le domaine de l'énergie opèrent comme pour tout autre intrant. L'optimisation de l'énergie est fonction du prix ainsi que du prix associé aux choix technologiques. Comme la tendance est à la normalisation des produits et de l'équipement à l'échelle internationale, il est certain que les normes les normes en vigueur en Amérique du Nord rejoindront de plus en plus les normes d'efficacité en usage en Europe et au Japon. Ce phénomène, selon moi, va permettre de combler l'écart. À un moment donné, nos prix de l'énergie étaient très différents des leurs.

Aujourd'hui, nous assistons à un alignement des prix et donc à une exploitation généralisée des moyens technologiques. Tout le secteur manufacturier, celui de la machinerie lourde, ainsi que l'industrie et du secteur manufacturier utilisent des moteurs qui, pour la plupart, viennent d'un nombre limité de producteurs d'envergure internationale. Quand on dresse la carte technologique, on s'aperçoit qu'on en revient aux technologies de base qui permettent généralement de combler l'écart entre les pays grâce à la normalisation internationale, ce qui est un autre de nos outils au Canada. Comme je siège au Conseil canadien des normes, je constate que nous adoptons de plus en plus les normes internationales en matière d'équipement et de matériel.

Je vais laisser le soin à mes collègues, qui sont plus directement concernés, de répondre à la question sur la crise du gaz naturel, sur le GNL, les sables bitumineux ainsi que les subventions du pétrole.

●(1225)

M. Brian Maynard: Je vais répondre au sujet de l'approvisionnement en gaz naturel et de la politique sur les sables bitumineux et je laisserai la question du gaz naturel liquide à M. MacInnis.

Les chiffres que vous avez cités au sujet du gaz naturel viennent de l'Office national de l'énergie et concernent les réserves. Ces réserves de gaz naturel correspondent à ce qui est techniquement et économiquement exploitable aujourd'hui et vous avez raison, il s'agit effectivement de réserves représentant une production de 10 ans.

Toutefois, notre bassin de ressources est beaucoup plus vaste que cela. On trouve plus de 200 billions de pieds cubes de gaz dans les bassins sédimentaires de l'Ouest canadien, c'est-à-dire en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan. Nous produisons là-bas 6 billions de pieds cubes annuellement. Selon le tableau sur lequel je m'appuie, le reste des ressources correspond à 538 billions de pieds cubes, ce qui représente près de 90 ans de production annuelle.

Nous devons tenir compte du fait que nous passons à des domaines moins traditionnels. Le méthane de gisements houillers représente une ressource qui est loin d'être négligeable. Nous n'avons foré qu'un nombre limité de puits et nous n'avons pas produit grand chose en méthane de ce type dans l'Ouest canadien. Nous envisageons de consacrer beaucoup de temps, d'argent et de moyens technologiques à l'exploitation du méthane de gisements houillers et nous pensons que cette source d'énergie va constituer un important secteur de croissance dans l'avenir.

Et puis, nous avons aussi le gaz du Nord et le gaz extracôtier sur la côte est, et nous avons la quasi certitude d'en trouver au large de la côte ouest. Il existe encore de fantastiques réserves de gaz au Canada auxquelles nous allons devoir accéder et que nous devons exploiter.

D'après tous les tableaux à ce sujet, la production de gaz naturel ne continuera pas de progresser, mais elle atteindra un plateau pour suivre ensuite une courbe de production continue à long terme. Je peux donc vous garantir que nous ne sommes pas sur le point de manquer de gaz naturel.

Vous avez tout à fait raison en ce qui concerne la politique sur les sables bitumineux. Les gouvernements de l'époque avaient adopté des régimes fiscaux et réglementaires qui ont donné d'excellents résultats. De nos jours, les sables bitumineux produisent plus d'un million de barils par jour. Selon certaines projections, cette production pourrait quadrupler d'ici 2020 et très certainement doubler dans les 10 prochaines années.

Il est intéressant de remarquer que cette croissance de l'approvisionnement canadien survient à une époque où l'économie mondiale réclame de nouvelles ressources pétrolières à cor et à cris et où le Canada est le seul pays qui soit en mesure de répondre à cette demande. Dans les 10 à 15 prochaines années, nous ajouterons 2,5 millions de barils de pétrole qui seront mis à la disposition des marchés internationaux.

D'un autre côté, nous subissons les assauts des consommateurs qui sont préoccupés par les prix élevés du pétrole. Or, ces prix sont fonction de l'offre et de la demande. Nous sommes dans une situation d'offre mondiale limitée tandis que la demande augmente à un pas soutenu. Si nous n'augmentons pas l'offre pour répondre à cette demande fondamentale, il est évident que les prix vont continuer d'augmenter et que les consommateurs seront beaucoup plus touchés par ce phénomène — et nous savons que c'est tout le débat actuel.

On peut donc dire que nous sommes victimes de notre succès. Nous avons appliqué des politiques porteuses qui ont donné lieu à des taux de croissance soutenus. Nous répondons de plus en plus à la demande croissante de la planète. Le Canada se trouve dans la position unique de produire des richesses incroyables, de répondre à ses propres besoins de consommation et d'alimenter les marchés à l'exportation, autant d'éléments qui nous ont amenés dans la situation décrite par Hans tout à l'heure. En 2004, le secteur des hydrocarbures versait 18 milliards de dollars aux gouvernements; en 2005, il en a versé 27 milliards. Le secteur des hydrocarbures contribue énormément à l'économie canadienne, que ce soit par les emplois créés ou par les taxes, les impôts et les redevances versés.

Cette bonne politique a donné des résultats, elle a permis d'augmenter l'approvisionnement et d'amortir les prix dans l'ensemble. Je ne vois pas de problème sur ce plan.

• (1230)

Le président: Je vais vous permettre une remarque, mais nous avons déjà passé 15 minutes sur cette dernière question pour laquelle nous avons un créneau de cinq minutes. J'ai été très tolérant dans la première série de questions parce que nous traitons d'un sujet très vaste et que vous nous avez fourni beaucoup d'informations. Les questions étaient excellentes et elles méritaient le genre de réponses que vous avez données, ce que j'apprécie, mais nous avons débordé sur la série suivante et j'invite donc les députés à poser des questions se limitant au temps imparti.

Je ne me plains pas des réponses. Je pense tout simplement que les questions qu'ils vous ont posées étaient telles que vous deviez prendre le temps nécessaire pour y répondre.

Pour cette série, nous allons commencer par M. Paradis.

[Français]

M. Christian Paradis (Mégantic—L'Érable, PCC): En matière de changement climatique, en écoutant l'intervention de M. Elston, j'ai compris que le groupe considère être en période de transition. Je trouve cela fort intéressant. Dans le passé, on n'accordait pas aux changements climatiques l'importance qu'on leur accorde aujourd'hui. Compte tenu de la croissance démographique et économique, nécessairement, il y a eu une augmentation des gaz à effet de serre. Avait-on autrefois la technologie requise? Quoi qu'il en soit, les standards qui ont été fixés n'ont pas été atteints.

Étant donné que ce problème est présentement dans la mire, avons-nous toutes les technologies nécessaires pour mieux évaluer la situation, compte tenu qu'il y aura nécessairement une croissance démographique et une croissance économique? Personne n'est contre la croissance économique.

Je fais plus particulièrement référence à la page 28, où on parle des scénarios envisagés à cet effet. Selon le groupe, quel serait un scénario réaliste à cet égard?

Deuxièmement, à la page 34, on dit que l'appui du public est nécessaire au bon fonctionnement de tous les intervenants, autant sur le plan environnemental que sur le plan de l'efficacité énergétique, des producteurs d'énergie, etc. Je crois savoir que l'industrie est prête. En effet, vous écrivez: « L'industrie est prête à emboîter le pas et à faire sa part [...] ». Je pense qu'elle fait présentement des efforts. J'aimerais avoir des précisions à ce sujet.

Quant au rôle du gouvernement à titre de leader devant livrer un message, comme vous le mentionnez, à quoi vous attendez-vous, de façon concrète? On parlait plus tôt de collectes de données par Statistique Canada, mais certains points restent un peu flous dans mon esprit. J'aimerais connaître votre opinion sur ce sujet, étant

donné qu'on parle d'un point sensible dans l'opinion publique. Je crois que vos observations pourraient être très utiles à cet égard.

Merci.

M. Hans Konow: Merci de votre question.

[Traduction]

Votre question en contient plusieurs et nous allons prendre les choses une à une.

Vous avez fait allusion à ce que M. Elston a déclaré au sujet de la période de transition. Murray, vous vouliez y répondre?

M. Murray Elston: D'accord.

Cela nous ramène à la question de la technologie. Pour en revenir à la remarque de M. Bevington au sujet de la séquestration du carbone, j'estime que nous devons prendre grands soins à ne négliger aucune ressource dont nous pouvons disposer au Canada, et nous ne devrions renoncer à aucune ressource sans d'abord nous assurer que nous disposons des technologies pour combattre les rejets dans l'atmosphère.

La séquestration est donc une réponse au problème du dioxyde de carbone. Je pense que l'expérience de la Saskatchewan a donné d'excellents résultats dès le début. Les Américains, qui voudraient miser sur le secteur houiller en ont été impressionnés. Soit dit en passant, le gouvernement américain investit d'énormes sommes d'argent pour promouvoir la technologie du charbon épuré.

Soit dit en passant, c'est la même chose en Chine où l'État investit des masses d'argent dans la technologie d'épuration du charbon. Dans ce pays, on se sert énormément du charbon pour produire de l'énergie.

En ce qui nous concerne, grâce à l'industrie du nucléaire, nous sommes aussi en train de devenir... Comme nous ne pourrions éliminer guère plus de dioxydes de carbone, puisque nous n'en émettons pas avec la forme de production d'énergie que nous utilisons, cette forme de combustible va devenir de plus en plus efficace. Le nouvel ACR conçu par l'EACL, l'Énergie atomique du Canada Limitée, utilisera moins de combustibles et produira moins de déchets pour une même quantité d'électricité.

En fin de compte, de l'électricité, c'est de l'électricité. Toutefois, le nucléaire, l'éolien et d'autres énergies renouvelables peuvent permettre de produire de l'hydrogène grâce auquel, avec de nouvelles technologies et moyennant certaines infrastructures, nous pourrions effectuer la transition vers d'autres types d'économie.

Je suis tout à fait disposé à dire que l'on n'en a pas encore fait assez. Au Canada, les gouvernements n'investissent encore que très peu dans ces formes d'énergie. Aux États-Unis, par exemple, le Département de l'énergie administre un programme de 280 millions de dollars destiné à financer la construction d'une première unité de production nucléaire. Les choses bougent donc de ce côté et du côté du charbon épuré. Au Canada, nous agissons par petits pas.

Je crois que la grande question — et elle a été abordée au sujet de la technologie du charbon — c'est qu'avec de telles sommes d'argent investies ailleurs dans le monde, on peut se demander si le Canada peut adopter ses propres technologies. Personnellement, je ne le pense pas, mais nous pourrions adhérer à une sorte de consortium international pour voir comment devenir plus efficaces. Nous ne sommes pas le seul pays à envisager cela. Le Canada contribue énormément à ce dossier. Le nucléaire contribue beaucoup à la mise au point des technologies d'exploitation du charbon.

Ce qu'il faut, c'est plus d'énergie.

Soit dit en passant, Graham Campbell et son équipe à RNCan administrent un programme qui aurait besoin d'un petit coup de pouce. Il permet de financer beaucoup de nouvelles technologies, en fait des technologies novatrices. J'estime qu'il vaudrait le coût d'insister davantage de ce côté-là. Certaines études ont été produites sur la mise au point de technologies au Canada et je pense qu'elles pourraient être extrêmement utiles. Nous devrions consacrer davantage de temps à la recherche de solutions pour les problèmes de l'avenir et pour ceux d'hier.

• (1235)

M. Hans Konow: Je vais brièvement parler des deux autres volets de votre question: l'efficacité énergétique et l'appui de la population.

Pour ce qui est de l'efficacité énergétique, les compagnies publiques de gaz et d'électricité essaient, depuis des décennies maintenant, d'améliorer leurs résultats en intervenant auprès de leurs clients et nous en tirons des enseignements depuis de longues années déjà. L'apprentissage a parfois été pénible, mais certains de ces enseignements indiquent clairement la voie à suivre pour l'avenir.

On constate une certaine insistance dans certains domaines, comme l'amélioration de l'efficacité des carcasses des machines employées dans le secteur manufacturier... on utilise des moteurs électriques dans presque tous les procédés de fabrication et, quand on les considère globalement, on voit qu'ils permettent d'alléger considérablement la charge du système. S'il est possible d'améliorer l'efficacité en employant des variateurs de vitesse et différentes technologies éprouvées que l'on peut continuer d'améliorer... c'est pour ça que le secteur industriel obtient parmi les meilleurs résultats en termes d'efficacité énergétique. Nous devons continuer à améliorer les procédés industriels, notamment ceux que nous employons dans notre secteur, pour les rendre plus efficaces, et nous avons des programmes pour cela.

Il y a des aspects, dans le commercial et le résidentiel, qui posent problème, surtout quand l'énergie ne représente qu'une petite partie du coût global des opérations. En général, les gestionnaires n'ont pas tendance à s'y intéresser, mais avec la loi des nombres, il serait possible de réaliser d'importantes économies d'énergie. C'est la même chose dans le secteur de la location immobilière, dans les condos ou dans d'autres types de logements où les résidents ne paient pas directement les factures d'énergie et ne sont pas invités à économiser l'énergie ni à agir intelligemment. Il serait donc possible de s'attaquer à ce problème en appliquant des solutions structurelles dans différentes parties de l'économie.

Je le répète, il ne sera pas possible de régler rapidement ce problème dans aucun des domaines de la consommation énergétique. Pourtant, il existe des programmes complets pour chacun de ces domaines. Par exemple, Power Smart est un programme bien connu, principalement en vigueur en Colombie-Britannique, mais aussi dans d'autres parties du pays. Nous avons beaucoup appris sur la façon d'infléchir les comportements en fonction des prix de l'énergie et sur la base technologique qui sous-tend la consommation.

J'estime qu'il est extrêmement intéressant de miser sur l'appui du public, pas uniquement pour la conduite de nos affaires, mais aussi pour exploiter les possibilités d'efficacité énergétique, et pour informer les citoyens sur la façon d'agir au mieux de leurs intérêts afin d'améliorer l'efficacité énergétique. Le gouvernement fédéral a été appelé à jouer un rôle dans tous ces programmes et il devrait peut-être envisager d'en adopter de nouveaux ou d'en dépoussiérer d'autres dans l'avenir en vue d'améliorer l'efficacité énergétique plutôt que de cibler d'autres objectifs plus difficiles à quantifier. Comme nous le disions, l'appui du public et du gouvernement pour réaliser les objectifs d'efficacité énergétique fait partie des éléments stratégiques de notre action globale.

• (1240)

M. David MacInnis: Je vais répondre directement à la question que vous avez posée au sujet de ce que nous devons attendre du gouvernement. Eh bien, le gouvernement doit reconnaître le cycle de roulement du capital-actions des entreprises pour élaborer des programmes en conséquence.

Deuxièmement, il faut mobiliser d'autres secteurs industriels et aller chercher de l'argent auprès d'autres gouvernements. Cela ne concerne pas uniquement le gouvernement fédéral, parce qu'il y a beaucoup trop d'ordres de gouvernement qui font leur petite affaire de leur côté. Les possibilités de partenariat sont extraordinaires à ce titre. Il existe un grand savoir-faire, du Québec à la Colombie-Britannique, auquel le gouvernement fédéral pourrait faire appel dans le cadre d'un partenariat plus efficace qui contribuerait beaucoup à faire avancer les choses.

Le président: Merci, monsieur MacInnis, et merci à vous, monsieur Paradis.

Messieurs, nous en sommes au stade où je ne pense pas que nous allons pouvoir entamer une troisième série de questions. Nous allons devoir strictement respecter le créneau de cinq minutes, question et réponse comprises.

Monsieur Cullen, vous pouvez poser une question de quatre minutes et vous disposerez d'une minute pour la réponse.

Nous allons donc commencer par M. Cullen qui sera suivi de M. Lussier, puis de M. Trost, pour cinq minutes chacun.

L'hon. Roy Cullen (Etobicoke-Nord, Lib.): Merci, monsieur le président et merci à vous, Hans ainsi qu'à ceux qui vous accompagnent. Je dois dire que le fait de rassembler toutes ces organisations sous un même toit est effectivement très efficace sur le plan énergétique, et je vous en félicite.

J'aurais voulu un peu parler avec Murray d'une présentation de John Ritch, directeur général de la World Nuclear Association, à laquelle je viens d'assister. Je n'en aurai pas le temps, mais je dois dire qu'il a avancé des arguments très convaincants en faveur du nucléaire et de la façon de traiter les déchets.

Je vais plutôt m'adresser à M. Maynard, parce que j'envisage d'aller à Calgary et à Fort McMurray. Il se pourrait que j'y aille avant l'automne prochain parce que c'est une région très importante et que j'aimerais en apprendre davantage à propos de ce qui s'y passe.

Si nous sommes vraiment sérieux dans notre intention de nous attaquer aux problèmes du changement climatique et des émissions de gaz à effet de serre, allons devoir faire un front commun avec tous les citoyens, le secteur manufacturier, le secteur des hydrocarbures, le secteur des transports et ainsi de suite.

Loin de moi l'idée de m'en prendre aux sables bitumineux, mais il a été question d'intérêts privés et de bien public. Pour ce qui est des sables bitumineux, j'ai l'impression que les émissions de gaz à effet de serre sont une question de politique publique. La protection de nos ressources aquifères relève du bien public. Et puis, vous avez mentionné en passant d'autres problèmes sociaux. Eh bien, examinons ce qu'il en est. Certes, ces problèmes sont peut-être davantage provinciaux, mais ils relèvent du bien public et nous devons donc nous en préoccuper.

Pour ce qui est des intérêts privés de vos compagnies membres, je me demandais si vous avez déjà envisagé... Je ne sais pas où en est la situation économique dans le cas des sables bitumineux. On peut supposer que vous allez réaliser des économies d'échelle quand vous aurez quadruplé les volumes de production par rapport à ce qu'ils sont maintenant. Mais n'y a-t-il pas également ce que l'on pourrait appeler des « déséconomies d'échelle » liées à l'augmentation des coûts, à la pénurie de main-d'oeuvre, etc.? Votre industrie serait-elle prête à ouvrir la discussion, à tenir un dialogue sur la possibilité horrible de freiner le développement des sables bitumineux?

Je vais vous parler d'une autre question qui concerne le bien public: l'utilisation de la technologie. Il en a été question tout à l'heure. Cela fait suffisamment longtemps que je sévis ici pour savoir que la technologie sur un plan théorique, c'est une chose, mais que sur un plan pratique c'en est une autre. Pour ce qui est de la captation et de la séquestration du dioxyde de carbone ainsi que du recyclage de l'eau, nous pourrions nous dire qu'il faut ralentir les choses au nom de l'intérêt public.

Il a été question de la demande d'énergie. C'est vrai, et une grande quantité de cette énergie est exportée vers les États-Unis, pays dont on pourrait dire qu'il n'est pas particulièrement porté sur la conservation ni l'efficacité énergétique. Il est possible que cela soit en train de changer, mais je tenais à le mentionner.

Votre industrie s'est-elle posée la question du point de vue de ses propres intérêts privés, sans parler du bien public que j'ai mentionné?

• (1245)

M. Brian Maynard: Merci pour votre question.

On pourrait essentiellement vous répondre en reprenant un grand nombre des éléments que vous avez mentionnés. Il y a les pressions exercées par les coûts. Il y a également les pressions associées aux ressources humaines. Il y a les problèmes de fournisseurs et d'entrepreneurs et le défi énorme que constituent toutes ces choses-là dans le cas des sables bitumineux.

Notre association et nos membres ont une philosophie essentiellement axée sur le marché. Nous estimons qu'il faut s'en remettre aux pressions qu'exercent les coûts pour freiner la croissance. Il faut permettre aux pénuries de personnel de freiner la croissance.

Cela ne revient pas à dire qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper des problèmes de changement climatique, d'émissions de gaz à effet de serre par les pétroles bitumineux, d'utilisation de l'eau et de choses du genre. Toutes ces questions-là relèvent des gouvernements qui doivent s'y attaquer au nom des citoyens et nous nous tournons donc vers les gouvernements et les différents intervenants pour cela. Certains de nos membres recyclent maintenant 90 p. 100 de l'eau qu'ils utilisent. Ils s'en servent en boucle. Nous collaborons avec les gouvernements sur la question du changement climatique. Nous sommes intimement convaincus que la solution aux problèmes du changement climatique à long terme réside dans l'utilisation de nouvelles technologies. À court terme, nous allons devoir réaliser des gains d'efficacité.

Tout à l'heure, M. Bevington a parlé de l'utilisation du gaz naturels. Nous sommes en train d'étudier d'autres sources d'énergie pour produire l'énergie nécessaire à l'extraction des sables bitumineux, comme la gazéification des fonds de barils. Cela permettrait peut-être d'assainir l'atmosphère, mais provoquerait aussi davantage d'émissions et il faut donc être conscient du compromis à réaliser.

Ce qui importe c'est que nous parlons effectivement de tout cela. Les forces du marché l'emporteront dans une certaine mesure et freineront la croissance des sables bitumineux, et il y a tout un débat légitime auquel nous devons participer, ce que nous faisons d'ailleurs, sur les conséquences environnementales de tout cela. Je suis intimement convaincu qu'il n'y a pas un choix unique, qu'il est possible de mettre en valeur les sables bitumineux d'une façon qui soit écologiquement responsable, que nous pouvons aussi régler les problèmes que posent l'approvisionnement en eau et les défis soulevés par les émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, il est évident que les membres de mon association devront contribuer à la mise au point de nouvelles technologies, qu'ils devront, en commun, trouver des économies d'échelle comme vous le disiez et qu'ils devront travailler en liaison avec les différents intervenants pour relever tous ces défis. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de solution unique.

Le président: Merci.

Eh bien, vous n'étiez pas loin du temps limite: six minutes!

Monsieur Lussier.

[Français]

M. Marcel Lussier (Brossard—La Prairie, BQ): J'ai une question brève à poser à M. Konow.

Vous avez mentionné quelque chose qui m'a fait bondir de mon siège au sujet de l'électricité dans l'Est: nous sommes des importateurs. Si vous avez des statistiques à ce propos, dites-moi en quelle année ce fut le cas. Quelles provinces contribuent à cette importation d'électricité?

Le deuxième volet s'adresse à M. Elston.

Le nucléaire ne produit pas de gaz à effet de serre. J'aimerais connaître la stratégie du producteur nucléaire concernant l'énergie verte. Est-ce qu'on veut classer l'énergie nucléaire comme étant une énergie verte, une énergie renouvelable? Est-ce que, pour ce faire, vous voulez miser sur la production d'hydrogène pour le transport automobile, ou est-ce que l'hydrogène va plutôt servir dans le domaine de la transformation des sables bitumineux?

• (1250)

[Traduction]

M. Hans Konow: Pour ce qui est de la première question, je pense que vous m'avez mal compris. Ce que je crois avoir dit — et j'espère avoir dit cela — c'est que nous importons du pétrole et du gaz dans l'Est.

Pour ce qui est de l'électricité, et je tiens à être bien précis à cet égard, nous en importons aussi, mais nous sommes un exportateur net de cette forme d'énergie. Autrement dit, nous importons de l'électricité en période de basse consommation pour la revendre en période de pointe dans des régions comme le Québec où nous avons des réservoirs d'entreposage qui nous permettent de faire cela.

Il peut arriver... Le Manitoba a toujours été le plus important exportateur d'électricité. En 2003, il a été un importateur net à cause de problèmes de niveau d'eau. Ainsi, il n'est pas inconcevable que, même au Québec, nous soyons un importateur net une certaine année, de façon temporaire — comme je réside dans cette province, je peux employer le « nous ». Toutefois, à long terme et de façon générale, l'Est est un exportateur net d'électricité.

Ainsi, si je me suis mal exprimé, j'espère avoir corrigé pour la retranscription.

M. Murray Elston: Pour nous, le nucléaire est une source d'énergie verte. Il y a tout un débat sur la gestion des déchets, mais jusqu'ici nous nous sommes bien débrouillés et nous avons découvert comment nous y prendre sur le plan technique. Nous savons exactement où se trouve chaque grappe de combustible ayant servi dans nos réacteurs, combien de temps elle y est restée et depuis quand elle en a été retirée. Donc, c'est vrai.

Nous pensons que les sables bitumineux peuvent nous procurer un avantage sur le plan des émissions de gaz à effet de serre. C'est indéniable. Il nous reste à faire l'analyse économique de toute cette opération pour nous assurer que nous serons compétitifs. Quant au reste, nous espérons être à la hauteur des défis commerciaux qui nous attendent.

La prévisibilité est importante. De toute évidence, pour nous lancer dans ces domaines, nous devons pouvoir compter sur une assise réglementaire. Nous avons toujours favorisé l'hydrogène parce que, quand les centrales nucléaires tournent en permanence, elles sont plus rentables et plus efficaces. Durant la journée, elles tournent en permanence quand les gens utilisent le plus d'énergie et nous pouvons ainsi répondre à la demande. La nuit, quand la consommation baisse, elles sont encore plus efficaces car elles tournent à haut régime. C'est dans ces périodes que nous pouvons produire de l'hydrogène.

Nous sommes tout à fait disposés à jouer un rôle important dans la création de l'économie de demain qui sera fondée sur l'hydrogène. Je crois que nous sommes en mesure de donner au Canada la possibilité de prendre une part active dans ce nouvel univers. Certaines entreprises canadiennes présentent un potentiel énorme dans ce domaine et nous nous voyons très bien devenir leurs partenaires naturels. Nous ne voudrions sans doute pas nous concentrer exclusivement sur la mise au point d'hydrogène destinée au secteur automobile, par exemple, mais je suis certain que nous pourrions jouer un rôle déterminant dans les progrès qu'accomplira cette technologie de demain.

Soit dit en passant, je dois préciser que le Canada a signé un accord international. En effet, Ressources naturelles Canada travaille d'arrache-pied pour nous permettre de disposer de la prochaine génération de production d'énergie nucléaire. Je crois pouvoir dire que notre industrie se réjouit de constater que l'on a adopté une vision à long terme et que nous allons jouer un rôle de plus en plus important sur ce plan.

Je suis préoccupé par le fait que nous ne participons pas encore au projet sur la fusion qui se déroule actuellement en France. Quoi qu'il en soit, toutes ces technologies vont nous aider à progresser. J'entrevois un avenir brillant pour notre industrie parce que nous jouons un rôle de premier plan sur la scène internationale, mais aussi parce que nous sommes en mesure d'aider le Canada à exploiter davantage ses ressources naturelles et à le faire d'une façon qui soit rentable pour tous les Canadiens.

• (1255)

Le président: Merci. C'était excellent.

Pour le deuxième tour, nous commencerons par M. Trost.

M. Bradley Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC): Je commencerai par poser une question rapide et je verrai pour la suite en fonction des réponses.

Dans votre présentation, vous parlez du rôle international du Canada, notamment par rapport aux États-Unis.

Nous sommes étroitement liés à l'économie américaine dans le cas de nos lignes d'approvisionnement d'électricité nord-sud, de nos pipelines et autres. La politique énergétique américaine est essentiellement axée sur la sécurité, mais elle comporte d'autres dimensions. Voici donc ma question: en quoi la politique énergétique américaine et le marché de l'énergie vont-ils influencer sur la façon dont nous allons faire notre planification au Canada?

Vous représentez chacun une industrie qui sera touchée à différents degrés et vous aurez donc des réponses différentes à me fournir. Cela étant, quelle sera la répercussion sur le Canada, sur notre façon de raisonner et sur notre stratégie? Devrait-on appliquer certaines stratégies pour exploiter le marché américain? Devrait-on être au fait de précautions particulières à prendre afin d'éviter d'éventuels écueils associés au type de relations que nous entretenons avec les États-Unis?

Commençons par là. Je suppose que chaque industrie ici présente aura un point de vue légèrement différent.

M. Hans Konow: Je vais rapidement vous répondre d'une façon générale, d'abord, puis en ce qui concerne l'électricité.

Il existe une incroyable interdépendance entre notre secteur de l'énergie et le marché américain, tout comme pour le reste de notre économie. Nous ne pouvons pas nier cette réalité et il n'est pas dans notre intérêt de le faire. Cette interdépendance est synonyme d'incroyables opportunités, mais aussi de défis parce que les États-Unis sont un vaste marché particulièrement énergivore.

D'un autre côté, nous ne devons pas oublier que nous dépendons des États-Unis pour les produits alimentaires, par exemple. Les fruits frais que vous mangez l'hiver ne viennent pas de la Vallée de l'Okanagan, mais de quelque part au sud de la frontière. Nous ne pouvons pas entretenir avec notre partenaire une relation sélective consistant à lui céder ce que nous ne voulons pas tout en espérant qu'il nous donnera ce qui nous intéresse, en regard de l'optimisation globale du marché nord-américain. Donc, il convient d'abord de reconnaître que nos deux économies sont imbriquées.

Deuxièmement, parlons davantage d'énergie. Pour ce qui est de l'électricité, par exemple, nous sommes un exportateur net, mais pas très important. Je crois que nous répondons à quelque chose comme 1 p. 100 des besoins des États-Unis. Au cours des 10 dernières années, nous avons assisté à une augmentation de nos importations d'électricité, dont une partie dans le cadre de contrats commerciaux, comme nous l'avons vu au sujet du Québec et de la Colombie-Britannique — et aussi du Manitoba, mais dans une moindre mesure — parce que ces provinces ont des capacités d'entreposage et qu'il y a aussi une question de choix du moment pour les investissements.

Il fut une époque où les réseaux électriques étaient administrés en fonction d'un cadre réglementaire assez généreux pour assurer une capacité suffisante. Or, l'efficacité impose une réduction des marges excédentaires qu'il faut abaisser à un niveau strictement nécessaire pour ne pas se retrouver avec des investissements excédentaires dans le réseau, mais sans courir le risque d'être à court d'énergie. C'est fondamental avec ce genre de système.

Ainsi, l'intégration régionale des marchés de l'électricité nous a permis de miser sur les grands marchés binationaux et régionaux et de créer des débouchés économiques pour le Canada tout en garantissant la fiabilité et la stabilité des approvisionnements. Reconnaissons que la relation qui unit le Canada aux États-Unis dans le domaine de l'électricité est extrêmement intéressante à tous les points de vue.

Je vais laisser le soin aux autres de vous parler des avantages que présente cette relation en ce qui concerne leurs secteurs.

M. David MacInnis: La priorité que les États-Unis placent sur leur sécurité énergétique est synonyme d'avantages pour un fournisseur comme le Canada et donc pour tous les Canadiens, notamment sur le plan de la création d'emplois. Je crois qu'il existe également un avantage sur le plan de la politique publique. Nous pouvons retirer également des avantages sur le plan des affaires étrangères et du commerce international. J'ai parlé des avantages économiques que présente l'exploitation de l'énergie, qu'il s'agisse d'exporter l'hydroélectricité, de mettre en valeur le gaz naturel ou que sais-je encore.

S'agissant du développement durable, comme je le disais tout à l'heure, je crois que nous pourrions miser sur le développement de technologies afin, par exemple, d'améliorer l'efficacité énergétique et nos autres résultats au chapitre du développement durable. Les Américains ont investi plus d'un milliard de dollars dans tout un éventail de projets de mise au point de technologies axées sur le changement climatique. Il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne pourrions pas devenir un partenaire plus actif dans ce domaine.

Je vois bien des avantages, sur bien des fronts.

• (1300)

Le président: Monsieur Elston.

M. Murray Elston: Avec le nouveau programme énergétique qu'ils viennent d'adopter à la faveur de la mise en oeuvre de leur projet de loi sur l'énergie, les Américains vont lancer toute une série d'activités dans le secteur nucléaire.

Ils jugent que l'énergie nucléaire et l'énergie thermique au charbon pourraient les aider. Comme le président des États-Unis l'a déclaré, nous devons aider son pays à se désaccoutumer du pétrole. Les Américains ont d'ailleurs lancé de solides programmes dont nous pourrions bénéficier.

Comme je le disais, le Canada a signé avec les États-Unis et neuf autres pays une entente portant sur la fourniture d'une technologie nucléaire de quatrième génération qui devrait nous permettre de contribuer au monde énergétique de demain. Cette perspective est emballante pour nous.

J'ai parlé de la technologie de la séquestration du carbone et de la production de charbon épuré aux États-Unis. Ce n'est pas mon domaine de compétence, mais je crois pouvoir dire que le niveau d'activité à cet égard est tel que le Canada devrait voir s'il ne peut pas jouer un rôle important sur ce plan.

Je crois que notre voisin fait d'excellentes choses dont nous devrions profiter. Il ne faut pas toujours se demander quelle contribution nous avons à offrir, mais plutôt ce que nous pouvons retirer de notre présence sur la scène internationale, surtout quand

notre principal partenaire commercial est tout à côté. Il existe d'importantes synergies entre le Canada et les États-Unis qui peuvent aider nos deux pays et nos populations à trouver davantage de sécurité sur le continent.

Le président: Monsieur Hornung, pour la conclusion.

M. Robert Hornung: Oui, ce sera pour une brève remarque.

Évidemment, il est parfois difficile de traiter avec les États-Unis. Nous devons bien faire attention au contexte politique qui règne dans ce pays.

Par exemple, les États-Unis sont actuellement très agressifs dans le domaine de l'énergie éolienne. Il semblerait que ce pays veuille se doter de 10 000 mégawatts d'énergie éolienne dans les trois prochaines années. Cela ne sera pas sans conséquence pour le Canada parce que nous nous retrouvons dans une situation où la demande de turbines d'éoliennes dépasse de très loin l'offre. Un grand nombre de nos turbines se retrouvent aux États-Unis et les promoteurs de projets ont de la difficulté à mettre la main sur des turbines dans des délais raisonnables afin de répondre aux objectifs que nous nous sommes fixés au Canada.

Nous devons tenir compte du cadre politique en vigueur aux États-Unis et veiller à ce que le nôtre soit compétitif si nous voulons favoriser la croissance des industries de demain.

Le président: Nous allons devoir conclure.

Murray, allez-y.

M. Murray Elston: M. Paradis a mentionné quelque chose d'important tout à l'heure, et je n'ai pas l'impression que nous avons répondu à sa question. Il nous a demandé quelle était notre position sur le plan de l'information en matière d'énergie, aspect que nous jugeons fondamental.

Eh bien, nous pensons que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux devraient activement financer la collecte et l'analyse de données. Certains de nos membres ont investi dans le Centre d'information sur l'énergie. Nous estimons que les gouvernements devraient se fixer comme objectif premier de disposer d'informations exactes.

Je ne voulais pas partir sans vous dire quelques mots sur cette dimension fondamentale parce qu'il n'est pas possible de faire quoi que ce soit si l'on ne s'appuie pas sur des données solides. Nous estimons que ce serait là une contribution énorme de la part du gouvernement.

Le président: Merci. Voilà une bonne façon de conclure.

C'est en fait toute la raison d'être du cours intensif de six semaines que les membres du comité vont suivre à Ressources naturelles Canada.

Merci de votre contribution et merci d'avoir modifié votre calendrier pour vous adapter au nôtre afin de rencontrer le comité. Je suis certain que nous allons reprendre contact avec vous et que les députés auront davantage de questions à vous poser dans l'avenir.

Merci beaucoup de vous être déplacés.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.